



MINISTRE DES FINANCES ET DE LA  
PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

*CABINET DU MINISTRE*

*N/Réf. : 540.0/...../ 2013*

**TRANSMIS COPIE POUR INFORMATION A :**

- Son Excellence Monsieur le Président de la République, avec les assurances de ma Plus Haute Considération.
- Son Excellence Monsieur le Premier Vice-Président de la République, avec les assurances de ma Très Haute Considération.
- Son Excellence Monsieur le Deuxième Vice-Président de la République, avec les assurances de ma Très Haute Considération.

A Madame, Monsieur le Ministre (Tous)

à

**BUJUMBURA**

**Objet : Lettre de cadrage budgétaire  
pour la période 2014-2016**

***Madame, Monsieur le Ministre,***

En application de la Loi n°1/35 du 04 décembre 2008 relative aux Finances Publiques , spécialement en son article 30, et conformément aux dispositions du décret n°100/100 du 03 juin 2008 portant Contenu de la Lettre de Cadrage budgétaire, spécialement en son article 8, et du Calendrier de Préparation des Projets de Loi de Finances, J'ai l'honneur de vous inviter à entreprendre les travaux de préparation du budget de l'exercice 2014.

Cette préparation continuera à être marquée par la poursuite de la mise en œuvre des actions découlant de la Stratégie de Gestion des Finances Publiques (SGFP) adoptée par le Gouvernement en décembre 2012 et visant la construction d'un système transparent et performant de gestion des finances publiques qui s'appuie sur les normes et bonnes pratiques internationales existantes.

La présente lettre de cadrage s'inscrit dans le processus CDMT en cours de mise en œuvre depuis 2010. Dans ce cadre, d'importantes innovations ont été introduites par le Gouvernement dans la gestion économique et financière ainsi que dans la planification d'une gouvernance axée sur les résultats. Le Gouvernement entend désormais faire du budget un véritable instrument d'opérationnalisation de sa politique de développement.

Dans cette optique, la présente lettre de cadrage vise un meilleur alignement du budget de l'Etat avec le CSLP-II. Elle est donc préparée sur un horizon pluriannuel et marque une transition entre le budget annuel et la budgétisation par programme sur lequel le Gouvernement s'est déjà engagé. Aussi, une approche par grands domaines d'intervention et par objectifs spécifiques poursuivis a-t-elle été adoptée.

Il convient toutefois de relever que bien que les orientations budgétaires pour les années à venir vous soient communiquées, la Loi de Finances pour l'année 2014 ne portera que sur la première tranche annuelle (2014). Cependant, les orientations relatives aux années à venir restent importantes, et nous informent sur les engagements et les priorités du Gouvernement afin d'atteindre, à l'horizon 2016, les objectifs visés dans le cadre de la mise en œuvre du CSLP-II.

## **1. Le contexte économique et social**

Sur le plan économique, la situation post-conflit demeure un handicap majeur pour le Burundi afin de pouvoir bénéficier pleinement d'un environnement extérieur favorable. L'économie a néanmoins fait des progrès, avec une croissance économique moyenne de 4,5% ces trois dernières années. Les politiques mises en place ont permis de contenir l'inflation à un chiffre sur la même période exception faite pour l'année 2012 où elle s'est établie à 18,2%. La double hausse des prix des produits énergétiques et des denrées alimentaires ont fragilisé l'économie, affectant lourdement la position extérieure du pays, la situation des finances publiques et les conditions de vie de la population. L'activité économique devrait enregistrer un taux de croissance estimé à 4,8% en 2013. Cette hausse s'expliquerait principalement par les performances attendues au niveau de l'agriculture

vivrière, l'énergie ainsi que la reprise de la production industrielle, notamment la production de textile.

Sur le plan social, le pays a enregistré des résultats positifs dans les secteurs de l'éducation et de la santé grâce essentiellement à la poursuite des efforts déjà entrepris visant l'amélioration de la santé et de l'éducation de la population. Ces efforts concernent notamment (i) la gratuité de la scolarité primaire, des services de santé maternelle et des soins de santé des enfants de moins de 5 ans, (ii) l'introduction du financement basé sur la performance ainsi que (iii) l'instauration de la carte d'assistance médicale.

Sur le Plan politique et sécuritaire, le climat est apaisé par rapport aux années antérieures. Le pays vient d'abriter au courant du mois de mars 2013, de la part du Gouvernement, un atelier qui a rassemblé toute la classe politique tenu à Kayanza. Cet atelier avait pour objectif de débattre sur le processus électoral au Burundi: «Enseignements et perspectives». A l'issue de ces assises, les acteurs politiques burundais ont ainsi arrêté une feuille de route pour une bonne organisation des élections de 2015 et cela devrait contribuer à la consolidation des avancées démocratiques.

Malgré les progrès réalisés sous l'effet conjugué de la mise en œuvre du CSLP-II et du Programme Economique et Financier conclu avec les Institutions de Breton Wood, d'importants défis restent à relever. Il s'agit entre autres de : (i) stimuler davantage la croissance pour une progression plus rapide vers la réalisation des OMD ; (ii) promouvoir le développement en milieu rural et réduire ainsi substantiellement l'incidence de la pauvreté, à travers des soutiens importants à l'amélioration de la production agricole et des activités génératrices de revenus ; (iii) poursuivre et intensifier les réformes, notamment dans le secteur de la Justice et contribuer à l'émergence d'un secteur privé plus dynamique à travers la création des conditions favorables aux affaires et (iv) maintenir les efforts orientés vers les secteurs sociaux afin de préserver les acquis.

Dans l'ensemble, pour les années à venir, les efforts du Gouvernement porteront sur la création des conditions d'un développement plus rapide de l'activité économique pour une croissance forte, la création d'emplois décents. Par ailleurs, le Gouvernement veillera à dégager des marges budgétaires suffisantes pour préserver les acquis, notamment dans les secteurs sociaux, et doter le pays d'infrastructures socio-économiques modernes.

## **2. Perspectives macroéconomiques et financières des ressources budgétaires pour la période 2014-2016**

### **2.1. La Croissance**

La croissance du PIB remontera de 4,8% en 2013 à 5,4% en 2014 pour atteindre 7,2% et 2016, soit une moyenne avoisinant 6% sur la période projection. Cette croissance serait soutenue par l'ensemble des activités économiques.

Le secteur primaire devrait enregistrer un taux de croissance moyen de 7,1% sur les trois prochaines années. Cette croissance résulterait des actions qui seront entreprises dans le secteur agricole et l'élevage en vue de la relance de la production dans le cadre de la mise en œuvre du Programme National d'Investissement Agricole (PNIA) notamment la mise en valeur des espaces cultivables, l'aménagement des marais ainsi que la mise à disposition au moment opportun des intrants agricoles et les semences sélectionnées. En vue d'accroître la production animale, le Gouvernement entend poursuivre et intensifier des actions de repeuplement du cheptel.

Le secteur secondaire garderait sa tendance haussière grâce aux efforts soutenus déployés pour transformer la structure de l'économie. En effet, ce secteur afficherait un taux de croissance de 10,5% en 2014 contre 9,1% estimé pour l'année en cours. Ce taux enregistrerait une croissance moyenne de 12,2% sur la période 2014-2016. Cette croissance serait principalement tirée par le sous secteur électricité, eau et gaz ainsi que l'industrie textile. La production de l'électricité, eau et gaz accroîtrait de 17,5% en moyenne entre 2014 et 2016 grâce aux importants investissements dont bénéficiera ce sous secteur notamment l'exploitation de nouvelles centrales thermiques, la réhabilitation du barrage hydroélectrique de Rwegura ainsi que la fin des travaux de construction du barrage hydroélectrique de Mpanda. L'industrie textile quant à elle, croîtrait jusqu'à 12,0% en moyenne sur les trois prochaines années suite à la production attendue de l'AFRITEXTILE.

Le secteur tertiaire enregistrerait en 2014 un taux de croissance de 2,8% et atteindrait 4,4% en 2016 soit une moyenne de 3,9% sur la période. Ces performances seraient imputables principalement aux développements réguliers observés au niveau du sous secteur «Santé et action sociale» en cohérence avec les ambitions affichées dans le CSLP-II, ainsi qu'à la poursuite du développement du sous-secteur «hébergement et restaurant» qui devrait connaître une hausse importante au cours de la période 2014-2016 (en moyenne 9,9%) inhérente à la réhabilitation des principaux sites touristiques ainsi qu'au repositionnement du Burundi dans les choix pour la tenue de certains événements régionaux et sous-régionaux.

## **2.2. Les ressources de l'Etat (2014-2016)**

### **❖ Evolution des ressources propres**

Au niveau des recettes, sur la période 2014-2016, les ressources internes totales connaîtraient une progression modérée et leur ratio au PIB resterait stable autour de 14,2%. Les recettes fiscales vont poursuivre leur tendance haussière et atteindraient une croissance moyenne de 12,7% et le taux de pression fiscale qui est estimé à 12,3% en 2013 atteindrait 12,8% en 2016. Cette croissance sera tirée essentiellement par les taxes sur les biens et services qui à elles seules représenteraient 7,6% du PIB sur la période 2014-2016. Les taxes sur le commerce extérieur et les transactions internationales, quant à elles, connaîtraient une croissance moyenne de 1,3% du PIB sur la période.

Quant aux recettes non fiscales, elles demeureraient moins importantes et son ratio au PIB se stabiliserait autour de 1,4% au cours de la période, représentant ainsi 10% des ressources propres de l'Etat.

### **❖ Evolution des ressources extérieures**

Les Partenaires Techniques et Financiers du Burundi continueraient à apporter leur soutien au développement du pays en participant à la mise en œuvre du CSLP-II. Ce soutien se traduira par la perpétuation et l'augmentation des appuis financiers extérieurs. Les dons projets devraient représenter 13,3% du PIB en moyenne sur la période sous revue contre 10,3% du PIB en moyenne sur la période 2011-2013.

## **2.3. Les dépenses publiques 2014-2016**

Au cours des trois années à venir, les dépenses publiques seront orientées de sorte à soutenir la croissance économique tout en préservant les acquis sociaux du CSLP-I.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie de Gestion des Finances Publiques, l'évolution des dépenses sera marquée par la mise en place progressive de pratiques modernes et efficaces de gestion de la dépense, notamment la déconcentration de la fonction d'ordonnancement de la dépense vers les Ministères sectoriels, la rationalisation du circuit de la dépense ainsi que l'application du Règlement Général de Gestion des Budgets Publics et le Décret sur la Gouvernance Budgétaire.

Les dépenses devraient ainsi représenter globalement 34,6% du PIB en moyenne sur la période 2014-2016. Ce ratio serait tiré par les dépenses d'investissement (19,2% de croissance moyenne), notamment par sa composante financée sur les ressources externes (15,8% de croissance moyenne). Au total, sur la période, le ratio des dépenses au PIB passerait de 33,5% en 2014 à 34,3% à l'horizon 2016. Le ratio des dépenses courantes au PIB afficherait une baisse de 0,8 point de pourcentage (passant de 14,9% en 2014 à 14,1% en 2016). Les dépenses en capital passeraient de 18,3% à 20,1% en ratio du PIB entre 2014 et 2016.

### **3. Orientations budgétaires 2014-2016 et enveloppes sectorielles**

Les orientations budgétaires pour les trois années à venir (2014-2016) visent à répartir au mieux les ressources budgétaires afin d'apporter des réponses idoines aux aspirations des populations et aux ambitions du Gouvernement, en alignant les ressources sur les priorités du Gouvernement et les défis auxquels reste confronté le Burundi. Ainsi, conformément aux axes stratégiques du CSLP, les efforts du Gouvernement sur la période 2014-2016 porteront essentiellement:

**Axe 1.** Renforcement de l'Etat de Droit, Consolidation de la Bonne Gouvernance et Promotion de l'Egalité du Genre. La part relative du budget de cet axe passerait de 34,83% en 2013 à 29,83% en 2016 soit une diminution de 5,0 points de pourcentage. Ayant connu des évolutions notables avec la mise en œuvre du CSLP-I, la part relative de cet axe devrait diminuer pour libérer des marges qui serviront au financement des programmes de relance de la croissance économique. Les activités qui seront exécutées dans cet axe s'articulent autour des objectifs stratégiques suivants : (i) Renforcement de la Justice et de l'Etat de Droit, (ii) Consolidation de la Bonne Gouvernance et Performance des Institutions Publiques, (iii) Réforme de la Gestion des Finances Publiques, et (iv) Promotion de l'Egalité du Genre.

**Axe 2.** Transformation de l'économie burundaise pour une croissance soutenue et créatrice d'emplois. La part relative des crédits budgétaires allouée à cet axe passerait de 26,38% en 2013 à 34,78% en 2016, soit un gain de 8,4 points de pourcentage sur la période. En matière de relèvement de la productivité des secteurs porteurs de croissance, sa part enregistrera une augmentation substantielle et passera de 12,96% en 2013 à 14,77% en 2016, soit un gain de 1,82 point de pourcentage. Les grands domaines d'intervention identifiés dans le CSLP-II portent sur : (i) l'amélioration de la production agricole, (ii) l'exploitation rationnelle des mines et carrières, (iii) la promotion de l'industrie, de l'artisanat et du tourisme ainsi que (iv) la promotion du secteur privé et (v) l'emploi des jeunes.

**Axe 3.** Amélioration des taux d'accès et de la qualité des services de base et renforcement du socle de la protection sociale. La part relative des crédits alloués à cet axe passerait de 36,8% en 2013 à 33,87% en 2016. Compte tenu des contraintes des ressources, des efforts devront être déployés par ces secteurs afin d'y accroître l'efficacité dans l'utilisation d'importants moyens y consacrés. Ces derniers devraient permettre de mener les actions prioritaires, conformément aux objectifs stratégiques du CSLP-II et aux défis à relever, et surtout de préserver les acquis des gestions précédentes.

**Axe 4.** Gestion de l'espace et de l'environnement pour un développement durable. La part relative des crédits alloués à cet axe passera de 1,98% à 1,51%. Les priorités accordées à cet axe se rapportent à l'aménagement rationnel et équilibré du territoire (mise en œuvre de la politique de villagisation), la protection de l'environnement, la gestion rationnelle des ressources en eau ainsi que la promotion d'une gestion coordonnée ou intégrale de l'environnement dans les programmes sectoriels.

Sur la base des orientations stratégiques décrites ci-dessus, les enveloppes allouées aux différents Ministères et Institutions sont présentées dans le tableau n°3 en annexe à la présente lettre de cadrage budgétaire. Ces enveloppes restent compatibles aux objectifs prioritaires du Gouvernement et aux défis du moment. Afin de garantir l'équilibre budgétaire ci-dessus décrit, j'invite tous les gestionnaires de crédits au strict respect des plafonds communiqués.

Veillez agréer, **Madame, Monsieur le Ministre**, l'assurance de ma haute considération.

**LE MINISTRE DES FINANCES ET DE LA PLANIFICATION  
DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE**

**Hon. Tabu Abdallah MANIRAKIZA**

**COPIE POUR INFORMATION A :**

- Monsieur le Chef de Cabinet Civil du Président de la République
- Monsieur le Chef de Cabinet du Premier Vice-Président de la République
- Monsieur le Chef de Cabinet du Deuxième Vice-Président de la République
- Monsieur le Secrétaire Général du Gouvernement
- Monsieur le Président de la Cour des Comptes
- Monsieur le Secrétaire Général de l'Assemblée Nationale
- Monsieur le Secrétaire Général du SENAT

à

**BUJUMBURA.**

## **ANNEXES**



**Tableau 1 : Indicateurs du TOFE en pourcentage du PIB (2012-2016)**

	2 013	2 014	2 015	2 016
<b>Recettes</b>	<b>4 027,3</b>	<b>4539,7</b>	<b>5058,4</b>	<b>5673,9</b>
<i>Recettes fiscales</i>	<b>13,7</b>	<b>13,8</b>	<b>14,1</b>	<b>14,2</b>
Impôt sur le revenu	3,8	3,8	3,8	3,9
Taxes sur les biens et services	7,4	7,5	7,6	7,6
Taxes sur le commerce extérieur	1,1	1,2	1,3	1,4
Autres recettes fiscales	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur le patrimoine	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Recettes non fiscales</i>	<b>1,4</b>	<b>1,4</b>	<b>1,4</b>	<b>1,4</b>
<i>dont: recouvrement issu de la liquidation de la BCD</i>	0,0	0,0	0,0	0,0
	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Dépenses et prêts nets</b>	<b>34,2</b>	<b>33,5</b>	<b>35,5</b>	<b>34,3</b>
<i>Dépenses courantes</i>	<b>16,0</b>	<b>14,9</b>	<b>14,8</b>	<b>14,1</b>
Traitements	7,5	7,4	7,3	7,0
Civils	5,4	5,3	5,2	5,0
Militaires	1,3	1,3	1,3	1,2
Nouvelle Police Nationale (Programme SSR)	0,9	0,8	0,8	0,7
Biens et services	<b>2,7</b>	<b>2,4</b>	<b>2,4</b>	<b>2,3</b>
Civils	1,2	1,1	1,1	1,0
Militaires	0,9	0,8	0,8	0,7
Nouvelle Police Nationale (Programme SSR)	0,6	0,5	0,5	0,5
Transferts et subventions	<b>4,5</b>	<b>4,3</b>	<b>4,3</b>	<b>4,2</b>
<i>dont: paiement aux petits déposants BCD</i>	0,0	0,0	0,0	0,0
Intérêts dûs	0,9	0,8	0,7	0,7
Intérieurs	0,7	0,7	0,7	0,6
Extérieurs	0,1	0,1	0,1	0,1
<i>Autres dépenses</i>	<b>0,3</b>	<b>0,3</b>	<b>0,3</b>	<b>0,2</b>
Imprévus	0,0	0,1	0,1	0,0
Projets spéciaux	0,0	0,0	0,0	0,0
Protection sociale temporaire	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépenses de fonds	0,2	0,2	0,2	0,2
<i>Dépenses exceptionnelles</i>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>1,2</b>	<b>0,0</b>
Démobilisation	0,0	0,0	0,0	0,0
Élections	0,0	0,0	1,2	0,0
Assistance technique	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds Global	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépenses IADM	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Dépenses en capital</i>	<b>18,0</b>	<b>18,3</b>	<b>19,2</b>	<b>20,1</b>
Ressources intérieures	2,7	3,1	3,3	3,9
Ressources externes	15,2	15,2	16,0	16,1
Prêts projets	1,0	1,8	2,7	3,1
Dons projets	14,2	13,5	13,3	13,0
<i>Prêts nets</i>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Solde primaire</b>	<b>-4,4</b>	<b>-3,7</b>	<b>-3,5</b>	<b>-3,3</b>
<b>Solde primaire y compris dépenses exceptionnelles</b>	<b>-4,4</b>	<b>-3,7</b>	<b>-4,7</b>	<b>-3,3</b>
	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Solde global (base engagements)</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>Dons inclus <sup>1</sup></b>	<b>-2,0</b>	<b>-2,6</b>	<b>-4,9</b>	<b>-2,9</b>
<b>Dons exclus</b>	<b>-20,5</b>	<b>-19,6</b>	<b>-21,4</b>	<b>-20,1</b>
	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Variations des arriérés (réduction -)</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
Intérêts extérieurs	0,0	0,0	0,0	0,0
Arriérés Intérieurs	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>dont: Interpetrol</i>	0,0	0,0	0,0	0,0
Transposition	0,0	0,0	0,0	0,0
	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Solde global (basse caisse)</b>	<b>-20,5</b>	<b>-19,6</b>	<b>-21,4</b>	<b>-20,1</b>
	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>Financement</b>	<b>20,5</b>	<b>19,6</b>	<b>21,4</b>	<b>20,1</b>
<i>Financement extérieur</i>	<b>19,3</b>	<b>19,1</b>	<b>20,4</b>	<b>20,3</b>
Prêts budgétaires	0,0	0,0	0,0	0,0
Dons budgétaires	3,5	2,9	2,6	3,6
Appui budgétaire sectoriel	0,0	0,3	0,0	0,0
Prêts projets	1,0	1,8	2,7	3,1
COMESA, don exceptionnel /AMISOM	0,8	0,6	0,6	0,6
Dons projets	14,2	13,5	13,3	13,0
Programmes spéciaux	0,0	0,0	1,2	0,0
Démobilisation	0,0	0,0	0,0	0,0
Élections	0,0	0,0	1,2	0,0
Assistance technique	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds Global	0,0	0,0	0,0	0,0
Dons projets spéciaux	0,0	0,0	0,0	0,0
Protection sociale temporaire	0,0	0,0	0,0	0,0
Prêts projets spéciaux	0,0	0,0	0,0	0,0
Amortissement	-0,3	-0,1	-0,1	-0,1
Amortissement non PPTTE	-0,3	-0,1	-0,1	-0,1
Amortissement PPTTE	0,0	0,0	0,0	0,0
Allègement de la dette (rééchelonnement; annulation)	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Produits des privatisations</i>	<b>0,2</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>
<i>Financement intérieur</i>	<b>1,1</b>	<b>0,5</b>	<b>1,0</b>	<b>-0,3</b>
Secteur bancaire	0,4	0,2	0,4	-0,7
BRB	-0,5	-0,2	-0,1	-0,4
Banques commerciales	0,9	0,4	0,5	-0,2
Compte des opérations du Trésor à la BRB	0,0	0,0	0,0	0,0
Secteur non bancaire	0,7	0,3	0,5	0,4
<b>Erreurs et omissions / Besoin de financement</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
	0,0	0,0	0,0	0,0

Source : CPCMB, à partir du Modèle MACMOD\_BI

**Tableau 2: Orientation stratégiques des ressources budgétaires: Parts relatives des axes stratégiques**

PARTS RELATIVES EN %		2013	2014	2015	2016
<b>AXE 1: Renforcement de l'Etat de droit, consolidation de la bonne gouvernance et promotion de l'égalité du genre</b>		<b>34,83%</b>	<b>33,30%</b>	<b>31,71%</b>	<b>29,83%</b>
Dépenses courantes		49,53%	48,92%	48,50%	47,88%
Dépenses en capital		16,99%	15,80%	14,57%	13,31%
<b>1. Justice et Etat de Droit</b>		<b>19,76%</b>	<b>18,97%</b>	<b>18,28%</b>	<b>17,28%</b>
Dépenses courantes		29,75%	29,65%	29,91%	29,80%
Dépenses en capital		7,62%	7,01%	6,41%	5,81%
<b>2. Amélioration de la bonne Gouvernance</b>		<b>8,70%</b>	<b>8,15%</b>	<b>7,49%</b>	<b>6,93%</b>
Dépenses courantes		12,86%	12,50%	11,98%	11,68%
Dépenses en capital		3,65%	3,29%	2,91%	2,57%
<b>3. Amélioration des performances des institutions publiques</b>		<b>2,02%</b>	<b>1,97%</b>	<b>1,93%</b>	<b>1,89%</b>
Dépenses courantes		0,93%	0,90%	0,89%	0,90%
Dépenses en capital		3,34%	3,16%	2,98%	2,80%
<b>4. Promotion de l'égalité du genre</b>		<b>0,10%</b>	<b>0,11%</b>	<b>0,11%</b>	<b>0,11%</b>
Dépenses courantes		0,04%	0,06%	0,07%	0,08%
Dépenses en capital		0,18%	0,16%	0,15%	0,13%
<b>5. Reformes de la gestion des finances publiques</b>		<b>4,25%</b>	<b>4,11%</b>	<b>3,91%</b>	<b>3,63%</b>
Dépenses courantes		5,95%	5,82%	5,65%	5,41%
Dépenses en capital		2,20%	2,19%	2,13%	2,00%
<b>Axe 2: Transformation de l'économie burundaise pour une croissance soutenue et créatrice d'emploi</b>		<b>26,38%</b>	<b>28,85%</b>	<b>31,67%</b>	<b>34,78%</b>
Dépenses courantes		3,90%	3,95%	4,04%	4,14%
Dépenses en capital		53,66%	56,73%	59,87%	62,84%
<b>2. Relevement de la productivité des secteurs porteurs de la croissance</b>		<b>12,96%</b>	<b>13,46%</b>	<b>14,09%</b>	<b>14,77%</b>
Dépenses courantes		2,18%	2,27%	2,41%	2,54%
Dépenses en capital		26,04%	26,00%	26,01%	25,97%
<b>2.1. Amélioration des productions agricoles, animales et halleutiques</b>		<b>11,49%</b>	<b>12,05%</b>	<b>12,76%</b>	<b>13,52%</b>
Dépenses courantes		1,24%	1,29%	1,41%	1,52%
Dépenses en capital		23,92%	24,10%	24,34%	24,51%
<b>2.2. Exploitation rationnelle des mines et des carrières</b>		<b>0,03%</b>	<b>0,03%</b>	<b>0,02%</b>	<b>0,02%</b>
Dépenses courantes		0,04%	0,04%	0,04%	0,04%
Dépenses en capital		0,01%	0,01%	0,01%	0,01%
<b>2.3. Promotion de l'industrie et de l'artisanat</b>		<b>0,02%</b>	<b>0,02%</b>	<b>0,02%</b>	<b>0,02%</b>
Dépenses courantes		0,03%	0,03%	0,03%	0,03%
Dépenses en capital		0,01%	0,01%	0,01%	0,01%
<b>2.4. Promotion de la culture et du tourisme</b>		<b>0,07%</b>	<b>0,06%</b>	<b>0,05%</b>	<b>0,05%</b>
Dépenses courantes		0,08%	0,08%	0,08%	0,08%
Dépenses en capital		0,04%	0,04%	0,03%	0,03%
<b>2.5. Promotion du Commerce</b>		<b>0,11%</b>	<b>0,10%</b>	<b>0,09%</b>	<b>0,08%</b>
Dépenses courantes		0,16%	0,15%	0,14%	0,14%
Dépenses en capital		0,06%	0,05%	0,04%	0,04%
<b>2.6. Promotion du secteur privé</b>		<b>0,98%</b>	<b>0,95%</b>	<b>0,89%</b>	<b>0,83%</b>
Dépenses courantes		0,21%	0,26%	0,29%	0,31%
Dépenses en capital		1,91%	1,71%	1,50%	1,31%
<b>2.7. Promotion de l'emploi des Jeunes</b>		<b>0,27%</b>	<b>0,26%</b>	<b>0,25%</b>	<b>0,25%</b>
Dépenses courantes		0,41%	0,41%	0,42%	0,43%
Dépenses en capital		0,09%	0,09%	0,09%	0,08%
<b>3. Amélioration du taux d'accès et de la qualité des infrastructures économiques</b>		<b>13,22%</b>	<b>15,19%</b>	<b>17,40%</b>	<b>19,84%</b>
Dépenses courantes		1,48%	1,44%	1,40%	1,36%
Dépenses en capital		27,47%	30,59%	33,73%	36,76%
<b>4. Intégration régionale</b>		<b>0,20%</b>	<b>0,19%</b>	<b>0,18%</b>	<b>0,17%</b>
Dépenses courantes		0,24%	0,24%	0,23%	0,23%
Dépenses en capital		0,16%	0,14%	0,13%	0,11%
<b>AXE 3: Amélioration du taux d'accessibilité et de la qualité des services de base et renforcement du socle de la protection sociale</b>		<b>36,80%</b>	<b>36,03%</b>	<b>34,96%</b>	<b>33,87%</b>
Dépenses courantes		46,12%	46,67%	46,98%	47,49%
Dépenses en capital		25,50%	24,11%	22,69%	21,40%
<b>1. Accroissement des capacités et de la qualité du système éducatif</b>		<b>23,82%</b>	<b>23,56%</b>	<b>23,09%</b>	<b>22,47%</b>
Dépenses courantes		35,92%	36,72%	37,35%	38,04%
Dépenses en capital		9,13%	8,81%	8,52%	8,21%
<b>2. Renforcement des capacités et des performances du système sanitaire</b>		<b>8,94%</b>	<b>8,38%</b>	<b>7,72%</b>	<b>7,15%</b>
Dépenses courantes		9,59%	9,35%	9,04%	8,88%
Dépenses en capital		8,14%	7,28%	6,38%	5,58%
<b>3. Réduction de la fécondité</b>		<b>0,18%</b>	<b>0,17%</b>	<b>0,16%</b>	<b>0,16%</b>
Dépenses courantes		0,05%	0,06%	0,07%	0,07%
Dépenses en capital		0,34%	0,30%	0,26%	0,23%
<b>4. Intensification de la lutte contre le VIH et des grandes pandémies</b>		<b>2,24%</b>	<b>2,40%</b>	<b>2,59%</b>	<b>2,80%</b>
Dépenses courantes		0,38%	0,37%	0,35%	0,34%
Dépenses en capital		4,48%	4,67%	4,87%	5,05%
<b>5. Renforcement et extension de la couverture de la protection sociale</b>		<b>0,00%</b>	<b>0,01%</b>	<b>0,01%</b>	<b>0,01%</b>
Dépenses courantes		0,01%	0,01%	0,01%	0,01%
Dépenses en capital		-	-	-	-
<b>6. Promotion de l'accès à l'eau potable</b>		<b>1,62%</b>	<b>1,52%</b>	<b>1,39%</b>	<b>1,29%</b>
Dépenses courantes		0,16%	0,15%	0,15%	0,14%
Dépenses en capital		3,40%	3,04%	2,66%	2,33%
<b>AXE 4: Gestion de l'espace et de l'environnement pour un développement durable</b>		<b>1,98%</b>	<b>1,82%</b>	<b>1,66%</b>	<b>1,51%</b>
Dépenses courantes		0,45%	0,46%	0,48%	0,49%
Dépenses en capital		3,85%	3,36%	2,87%	2,45%
<b>1. Aménagement rationnel et équilibré du territoire</b>		<b>0,37%</b>	<b>0,35%</b>	<b>0,33%</b>	<b>0,30%</b>
Dépenses courantes		0,14%	0,14%	0,14%	0,14%
Dépenses en capital		0,65%	0,58%	0,51%	0,45%
<b>2. Protection de l'environnement et gestion durable des ressources naturelles</b>		<b>1,61%</b>	<b>1,47%</b>	<b>1,34%</b>	<b>1,21%</b>
Dépenses courantes		0,31%	0,31%	0,34%	0,35%
Dépenses en capital		3,19%	2,77%	2,36%	2,00%
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>100,00%</b>	<b>100,00%</b>	<b>100,00%</b>	<b>100,00%</b>
Dépenses courantes		100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
Dépenses en capital		100,00%	100,00%	100,00%	100,00%

Source : CPCMB, Modèle CDMT-Central

**Tableau 3. Priorités du CSLP-II et Enveloppes budgétaires projetées**

	2 013	2 014	2 015	2 016
<b>AXE 1: Renforcement de l'Etat de droit , consolidation de la bonne gouvernance et promotion de l'égalité du genre</b>	<b>386 708 201 121</b>	<b>407 751 746 910</b>	<b>435 341 154 839</b>	<b>457 239 230 213</b>
Dépenses courantes	301 484 608 849	316 506 385 256	336 366 596 878	350 743 042 284
Dépenses en capital	85 223 592 272	91 245 361 653	98 974 557 961	106 496 187 928
<b>1. Justice et Etat de Droit</b>	<b>219 337 753 430</b>	<b>232 301 097 085</b>	<b>250 946 119 822</b>	<b>264 804 242 932</b>
Dépenses courantes	181 103 360 648	191 811 830 859	207 421 720 698	218 291 060 126
Dépenses en capital	38 234 392 782	40 489 266 226	43 524 399 124	46 513 182 806
<b>2. Amélioration de la bonne Gouvernance</b>	<b>96 578 089 839</b>	<b>99 777 677 580</b>	<b>102 819 908 338</b>	<b>106 145 168 660</b>
Dépenses courantes	78 298 082 467	80 854 180 578	83 086 652 300	85 600 368 949
Dépenses en capital	18 280 007 372	18 923 497 002	19 733 256 038	20 544 799 712
<b>3. Amélioration des performances des institutions publiques</b>	<b>22 426 627 654</b>	<b>24 067 987 735</b>	<b>26 434 019 224</b>	<b>28 977 850 671</b>
Dépenses courantes	5 680 333 435	5 844 900 767	6 194 084 413	6 582 763 056
Dépenses en capital	16 746 294 219	18 223 086 968	20 239 934 811	22 395 087 615
<b>4. Promotion de l'égalité du genre</b>	<b>1 139 319 357</b>	<b>1 311 898 745</b>	<b>1 475 592 990</b>	<b>1 632 129 765</b>
Dépenses courantes	216 047 551	360 681 958	484 804 134	611 654 323
Dépenses en capital	923 271 806	951 216 787	990 752 856	1 020 475 442
<b>5. Reformes de la gestion des finances publiques</b>	<b>47 226 410 840</b>	<b>50 293 085 766</b>	<b>53 665 514 465</b>	<b>55 679 838 184</b>
Dépenses courantes	36 186 784 748	37 634 791 095	39 179 299 332	39 657 195 831
Dépenses en capital	11 039 626 092	12 658 294 670	14 486 215 132	16 022 642 354
<b>AXE 2: Transformation de l'économie burundaise pour une croissance soutenue et créatrice d'emploi</b>	<b>292 824 758 892</b>	<b>353 245 631 772</b>	<b>434 729 270 955</b>	<b>533 112 752 879</b>
Dépenses courantes	23 755 122 517	25 563 549 317	28 052 731 512	30 308 064 309
Dépenses en capital	269 109 634 375	327 682 082 456	406 676 539 444	502 804 688 569
<b>2. Relèvement de la productivité des secteurs porteurs de la croissance</b>	<b>143 853 553 379</b>	<b>164 871 844 426</b>	<b>193 400 329 021</b>	<b>226 451 140 179</b>
Dépenses courantes	13 282 531 201	14 685 190 950	16 744 897 980	18 643 174 660
Dépenses en capital	130 571 022 178	150 186 653 476	176 655 431 042	207 807 965 520
<b>2.1. Amélioration des productions agricoles , animales et halieutiques</b>	<b>127 504 606 162</b>	<b>147 543 915 154</b>	<b>175 111 127 216</b>	<b>207 207 298 538</b>
Dépenses courantes	7 542 945 262	8 317 941 580	9 798 488 456	11 145 420 835
Dépenses en capital	119 961 660 900	139 225 973 574	165 312 638 760	196 061 877 703
<b>2.2. Exploitation rationnelle des mines et des carrières</b>	<b>310 047 833</b>	<b>319 403 497</b>	<b>328 007 933</b>	<b>336 844 594</b>
Dépenses courantes	271 145 447	279 334 039	286 736 392	294 334 906
Dépenses en capital	38 902 386	40 069 458	41 271 542	42 509 688
<b>2.3. Promotion de l'industrie et de l'artisanat</b>	<b>220 885 482</b>	<b>240 993 003</b>	<b>265 282 382</b>	<b>283 925 934</b>
Dépenses courantes	183 285 578	201 922 848	224 156 964	241 215 827
Dépenses en capital	37 599 904	39 070 155	41 125 418	42 710 107
<b>2.4. Promotion de la culture et du tourisme</b>	<b>721 901 625</b>	<b>738 202 260</b>	<b>754 974 106</b>	<b>772 231 313</b>
Dépenses courantes	513 301 625	528 803 334	544 773 195	561 225 345
Dépenses en capital	208 600 000	209 398 925	210 200 911	211 005 968
<b>2.5. Promotion du Commerce</b>	<b>1 269 940 996</b>	<b>1 271 009 358</b>	<b>1 272 081 811</b>	<b>1 273 158 372</b>
Dépenses courantes	990 990 996	990 990 996	990 990 996	990 990 996
Dépenses en capital	278 950 000	280 018 362	281 090 815	282 167 376
<b>2.6. Promotion du secteur privé</b>	<b>10 878 397 790</b>	<b>11 574 271 201</b>	<b>12 179 832 736</b>	<b>12 768 711 572</b>
Dépenses courantes	1 274 775 338	1 684 371 980	1 995 075 458	2 280 257 539
Dépenses en capital	9 603 622 452	9 889 899 222	10 184 757 278	10 488 454 033
<b>2.7. Promotion de l'emploi des Jeunes</b>	<b>2 947 773 491</b>	<b>3 184 049 953</b>	<b>3 489 022 838</b>	<b>3 808 969 857</b>
Dépenses courantes	2 506 086 955	2 681 826 172	2 904 676 519	3 129 729 212
Dépenses en capital	441 686 536	502 223 781	584 346 319	679 240 645
<b>3. Amélioration du taux d'accès et de la qualité des infrastructures économiques</b>	<b>146 768 078 347</b>	<b>186 010 581 744</b>	<b>238 837 133 980</b>	<b>304 077 211 031</b>
Dépenses courantes	9 021 041 438	9 335 487 869	9 684 530 039	9 984 394 476
Dépenses en capital	137 747 036 909	176 675 093 875	229 152 603 940	294 092 816 555
<b>4. Intégration régionale</b>	<b>2 243 125 166</b>	<b>2 366 555 602</b>	<b>2 491 807 954</b>	<b>2 584 401 668</b>
Dépenses courantes	1 451 549 878	1 542 870 497	1 623 303 493	1 680 495 173
Dépenses en capital	791 575 288	823 685 105	868 504 462	903 906 495
<b>AXE 3: Amélioration du taux d'accessibilité et de la qualité des services de base et renforcement du socle de l</b>	<b>408 571 662 488</b>	<b>441 196 941 975</b>	<b>479 972 875 003</b>	<b>519 117 610 138</b>
Dépenses courantes	280 696 908 617	301 925 230 549	325 836 095 904	347 930 413 083
Dépenses en capital	127 874 753 871	139 271 711 426	154 136 779 099	171 187 197 054
<b>1. Accroissement des capacités et de la qualité du système éducatif</b>	<b>264 467 931 275</b>	<b>288 466 931 092</b>	<b>316 922 007 812</b>	<b>344 359 474 482</b>
Dépenses courantes	218 662 983 275	237 555 993 161	259 072 965 374	278 693 563 353
Dépenses en capital	45 804 948 000	50 910 937 931	57 849 042 438	65 665 911 130
<b>2. Renforcement des capacités et des performances du système sanitaire</b>	<b>99 211 933 564</b>	<b>102 568 848 462</b>	<b>106 042 602 629</b>	<b>109 637 386 205</b>
Dépenses courantes	58 386 935 968	60 519 100 938	62 731 362 680	65 026 809 058
Dépenses en capital	40 824 997 596	42 049 747 524	43 311 239 949	44 610 577 148
<b>3. Réduction de la fécondité</b>	<b>1 990 262 904</b>	<b>2 128 810 926</b>	<b>2 256 799 764</b>	<b>2 381 173 368</b>
Dépenses courantes	297 432 780	385 195 898	460 876 286	531 372 185
Dépenses en capital	1 692 830 124	1 743 615 028	1 795 923 478	1 849 801 183
<b>4. Intensification de la lutte contre le VIH et des grandes pandémies</b>	<b>24 814 764 534</b>	<b>29 388 545 521</b>	<b>35 536 980 293</b>	<b>42 938 410 128</b>
Dépenses courantes	2 323 020 342	2 393 175 556	2 455 608 458	2 519 680 808
Dépenses en capital	22 491 744 192	26 995 369 964	33 081 371 835	40 418 729 320
<b>5. Renforcement et extension de la couverture de la protection sociale</b>	<b>54 817 116</b>	<b>70 699 941</b>	<b>87 689 019</b>	<b>104 163 180</b>
Dépenses courantes	54 817 116	70 699 941	87 689 019	104 163 180
Dépenses en capital	-	-	-	-
<b>6. Promotion de l'accès à l'eau potable</b>	<b>18 031 953 096</b>	<b>18 573 106 033</b>	<b>19 126 795 486</b>	<b>19 697 002 774</b>
Dépenses courantes	971 719 136	1 001 065 054	1 027 593 278	1 054 824 500
Dépenses en capital	17 060 233 960	17 572 040 979	18 099 202 208	18 642 178 275
<b>AXE 4 : Gestion de l'espace et de l'environnement pour un développement durable</b>	<b>22 033 330 711</b>	<b>22 346 151 056</b>	<b>22 802 449 297</b>	<b>23 207 753 519</b>
Dépenses courantes	2 741 311 230	2 955 761 298	3 310 738 156	3 611 681 352
Dépenses en capital	19 292 019 481	19 390 389 757	19 491 711 142	19 596 072 167
<b>1. Aménagement rationnel et équilibre du territoire</b>	<b>4 137 595 992</b>	<b>4 314 719 007</b>	<b>4 464 905 819</b>	<b>4 604 012 485</b>
Dépenses courantes	848 586 794	937 339 533	986 204 960	1 020 950 601
Dépenses en capital	3 279 009 198	3 377 379 474	3 478 700 859	3 583 061 884
<b>2. Protection de l'environnement et gestion durable des ressources naturelles</b>	<b>17 905 734 719</b>	<b>18 031 432 048</b>	<b>18 337 543 478</b>	<b>18 603 741 034</b>
Dépenses courantes	1 892 724 436	2 018 421 765	2 324 533 195	2 590 730 751
Dépenses en capital	16 013 010 283	16 013 010 283	16 013 010 283	16 013 010 283
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 110 177 951 213</b>	<b>1 224 543 821 712</b>	<b>1 372 845 750 095</b>	<b>1 532 677 346 748</b>
Dépenses courantes	608 677 951 213	646 950 926 420	693 566 161 639	732 593 201 029
Dépenses en capital	501 500 000 000	577 592 895 292	679 279 588 455	800 084 145 719

## Tableau 4. Enveloppes budgétaires ministérielles projetées 2013-2016

REPUBLIQUE DU BURUNDI CADRAGE BUDGETAIRE 2013-2016		ENVELOPPES PREVISIONNELLES en unités de BIF (hors service de la Dette, dépenses excep., Charges communes)			
		2013	2014	2015	2016
<b>TOTAL ENVELOPPES : 1. Présidence de la République</b>		<b>29 735 354 002</b>	<b>30 509 521 957</b>	<b>31 168 995 615</b>	<b>31 980 450 533</b>
<b>Dépenses courantes</b>		<b>19 306 433 324</b>	<b>19 818 053 807</b>	<b>20 208 370 377</b>	<b>20 743 892 192</b>
Coissance		-16,71%	2,65%	1,97%	2,65%
Part relative		3,22%	3,09%	2,85%	2,73%
<b>Dépens en capital</b>		<b>10 428 920 678</b>	<b>10 691 468 150</b>	<b>10 960 625 238</b>	<b>11 236 558 341</b>
Coissance		354,64%	2,52%	2,52%	2,52%
Part relative		2,08%	1,86%	1,63%	1,43%
<b>AXE 1: Renforcement de l'Etat de droit , consolidation de la bonne gouvernance et promotion de l'égalité du genre</b>					
<b>Objectif stratégique : 2. Amélioration de la bonne Gouvernance</b>					
<b>1 Présidence de la République</b>		<b>29 735 354 002</b>	<b>30 509 521 957</b>	<b>31 168 995 615</b>	<b>31 980 450 533</b>
<b>Dépenses courantes</b>		<b>19 306 433 324</b>	<b>19 818 053 807</b>	<b>20 208 370 377</b>	<b>20 743 892 192</b>
Salaires et Traitements		6 094 609 730	6 256 116 888	6 379 331 110	6 548 383 384
Biens et Services		4 003 331 695	4 109 419 985	4 190 355 012	4 301 399 419
Transferts et Subventions		9 208 491 899	9 452 516 934	9 638 684 255	9 894 109 388
<b>Dépenses d'Investissement</b>		<b>10 428 920 678</b>	<b>10 691 468 150</b>	<b>10 960 625 238</b>	<b>11 236 558 341</b>
Dont Dépenses d'Investissement sur ressources nationales		10 428 920 678	10 691 468 150	10 960 625 238	11 236 558 341
<b>TOTAL ENVELOPPES : 2. Première Vice-Présidence</b>		<b>1 646 024 300</b>	<b>1 780 528 745</b>	<b>1 871 575 184</b>	<b>1 936 320 370</b>
<b>Dépenses courantes</b>		<b>1 611 524 300</b>	<b>1 746 005 141</b>	<b>1 837 027 961</b>	<b>1 901 749 510</b>
Coissance		-22,96%	8,34%	5,21%	3,52%
Part relative		0,27%	0,27%	0,26%	0,25%
<b>Dépens en capital</b>		<b>34 500 000</b>	<b>34 523 604</b>	<b>34 547 224</b>	<b>34 570 860</b>
Coissance		-44,66%	0,07%	0,07%	0,07%
Part relative		0,01%	0,01%	0,01%	0,00%
<b>AXE 1: Renforcement de l'Etat de droit , consolidation de la bonne gouvernance et promotion de l'égalité du genre</b>					
<b>Objectif stratégique : 2. Amélioration de la bonne Gouvernance</b>					
<b>2. Première Vice-Présidence</b>		<b>1 646 024 300</b>	<b>1 780 528 745</b>	<b>1 871 575 184</b>	<b>1 936 320 370</b>
<b>Dépenses courantes</b>		<b>1 611 524 300</b>	<b>1 746 005 141</b>	<b>1 837 027 961</b>	<b>1 901 749 510</b>
Salaires et Traitements		129 769 350	142 746 285	150 187 941	155 479 312
Biens et Services		571 074 950	617 903 096	650 115 648	673 020 303
Transferts et Subventions		910 680 000	985 355 760	1 036 724 371	1 073 249 895
<b>Dépenses d'Investissement</b>		<b>34 500 000</b>	<b>34 523 604</b>	<b>34 547 224</b>	<b>34 570 860</b>
Dont Dépenses d'Investissement sur ressources nationales		34 500 000	34 523 604	34 547 224	34 570 860
<b>TOTAL ENVELOPPES : 3. Deuxième Vice-Présidence</b>		<b>2 335 247 895</b>	<b>2 466 859 723</b>	<b>2 574 824 766</b>	<b>2 660 438 766</b>
<b>Dépenses courantes</b>		<b>1 392 347 093</b>	<b>1 520 466 723</b>	<b>1 599 731 764</b>	<b>1 656 092 974</b>
Coissance		-18,68%	9,20%	5,21%	3,52%
Part relative		0,23%	0,24%	0,23%	0,22%
<b>Dépens en capital</b>		<b>942 900 802</b>	<b>946 392 999</b>	<b>975 093 002</b>	<b>1 004 345 792</b>
Coissance		-1,70%	0,37%	3,03%	3,00%
Part relative		0,19%	0,17%	0,15%	0,13%
<b>AXE 1: Renforcement de l'Etat de droit , consolidation de la bonne gouvernance et promotion de l'égalité du genre</b>					
<b>Objectif stratégique : 2. Amélioration de la bonne Gouvernance</b>					
<b>3. Deuxième Vice-Présidence</b>		<b>2 335 247 895</b>	<b>2 466 859 723</b>	<b>2 574 824 766</b>	<b>2 660 438 766</b>
<b>Dépenses courantes</b>		<b>1 392 347 093</b>	<b>1 520 466 723</b>	<b>1 599 731 764</b>	<b>1 656 092 974</b>
Salaires et Traitements		144 890 587	159 379 646	167 688 433	173 596 375
Biens et Services		617 504 379	668 139 738	702 971 229	727 738 074
Transferts et Subventions		629 952 127	692 947 340	729 072 102	754 758 524
<b>Dépenses d'Investissement</b>		<b>942 900 802</b>	<b>946 392 999</b>	<b>975 093 002</b>	<b>1 004 345 792</b>
Dont Dépenses d'Investissement sur ressources nationales		14 000 000	14 420 000	14 856 926	15 302 634
<b>TOTAL ENVELOPPES : Parlement</b>		<b>15 319 069 503</b>	<b>16 001 844 654</b>	<b>16 554 491 703</b>	<b>17 295 064 343</b>
<b>Dépenses courantes</b>		<b>14 707 466 811</b>	<b>15 336 785 636</b>	<b>15 816 410 409</b>	<b>16 479 118 005</b>
Coissance		19,07%	4,28%	3,13%	4,19%
Part relative		2,45%	2,39%	2,23%	2,17%
<b>Dépens en capital</b>		<b>611 602 692</b>	<b>665 059 017</b>	<b>738 081 294</b>	<b>815 946 338</b>
Coissance		255,00%	8,74%	10,98%	10,55%
Part relative		0,12%	0,12%	0,11%	0,10%
<b>AXE 1: Renforcement de l'Etat de droit , consolidation de la bonne gouvernance et promotion de l'égalité du genre</b>					
<b>Objectif stratégique : 2. Amélioration de la bonne Gouvernance</b>					
<b>Parlement</b>		<b>15 319 069 503</b>	<b>16 001 844 654</b>	<b>16 554 491 703</b>	<b>17 295 064 343</b>
<b>Dépenses courantes</b>		<b>14 707 466 811</b>	<b>15 336 785 636</b>	<b>15 816 410 409</b>	<b>16 479 118 005</b>
Salaires et Traitements		6 304 962 150	6 571 295 214	6 776 168 668	7 060 090 136
Biens et Services		8 085 159 035	8 434 397 489	8 698 823 459	9 063 304 162
Transferts et Subventions		317 345 626	331 092 933	341 418 282	355 723 708
<b>Dépenses d'Investissement</b>		<b>611 602 692</b>	<b>665 059 017</b>	<b>738 081 294</b>	<b>815 946 338</b>
Dont Dépenses d'Investissement sur ressources nationales					

**AXE 1: Renforcement de l'Etat de droit , consolidation de la bonne gouvernance et promotion de l'égalité du genre**  
**Objectif stratégique : 2. Amélioration de la bonne Gouvernance**

<b>5. Assemblée Nationale</b>	<b>9 079 456 884</b>	<b>9 487 525 913</b>	<b>9 818 084 443</b>	<b>10 253 919 288</b>
Dépenses courantes	8 760 806 884	9 141 025 903	9 433 538 732	9 828 804 005
Salaires et Traitements	3 418 492 556	3 566 855 133	3 680 994 497	3 835 228 167
Biens et Services	5 168 554 382	5 392 869 642	5 565 441 471	5 798 633 468
Transferts et Subventions	173 759 946	181 301 128	187 102 764	194 942 370
Dépenses d'Investissement	318 650 000	346 500 010	384 545 711	425 115 284
Dont Dépenses d'Investissement sur ressources nationales	318 650 000	346 500 010	384 545 711	425 115 284

**AXE 1: Renforcement de l'Etat de droit , consolidation de la bonne gouvernance et promotion de l'égalité du genre**  
**Objectif stratégique : 2. Amélioration de la bonne Gouvernance**

<b>6. Sénat</b>	<b>5 283 736 645</b>	<b>5 525 942 984</b>	<b>5 718 182 555</b>	<b>5 980 256 735</b>
Dépenses courantes	4 990 783 953	5 207 383 977	5 364 646 973	5 589 425 681
Salaires et Traitements	2 109 629 842	2 201 187 777	2 267 663 648	2 362 678 755
Biens et Services	2 740 280 431	2 859 208 602	2 945 556 701	3 068 975 527
Transferts et Subventions	140 873 680	146 987 598	151 426 623	157 771 399
Dépenses d'Investissement	292 952 692	318 559 007	353 535 583	390 831 054
Dont Dépenses d'Investissement sur ressources nationales	292 952 692	318 559 007	353 535 583	390 831 054

**AXE 1: Renforcement de l'Etat de droit , consolidation de la bonne gouvernance et promotion de l'égalité du genre**  
**Objectif stratégique : 2. Amélioration de la bonne Gouvernance**

<b>7. Cour des Comptes</b>	<b>955 875 974</b>	<b>988 375 757</b>	<b>1 018 224 705</b>	<b>1 060 888 320</b>
Dépenses courantes	955 875 974	988 375 757	1 018 224 705	1 060 888 320
Salaires et Traitements	776 839 752	803 252 304	827 510 523	862 183 214
Biens et Services	176 324 222	182 319 246	187 825 287	195 695 166
Transferts et Subventions	2 712 000	2 804 208	2 888 895	3 009 940
Dépenses d'Investissement	0	0	0	0
Dont Dépenses d'Investissement sur ressources nationales	0	0	0	0

<b>TOTAL ENVELOPPES : 71. Ombzman</b>	<b>854 318 513</b>	<b>898 743 076</b>	<b>973 788 122</b>	<b>1 022 477 529</b>
Dépenses courantes	854 318 513	898 743 076	973 788 122	1 022 477 529
Coissance	-9,99%	5,20%	8,35%	5,00%
Part relative	0,14%	0,14%	0,14%	0,13%
Dépens en capital	-	-	0	0
Coissance	nd	nd	nd	nd
Part relative	0,00%	0,00%	0	0

**AXE 1: Renforcement de l'Etat de droit , consolidation de la bonne gouvernance et promotion de l'égalité du genre**  
**Objectif stratégique : 2. Amélioration de la bonne Gouvernance**

<b>71. Ombzman</b>	<b>854 318 513</b>	<b>898 743 076</b>	<b>973 788 122</b>	<b>1 022 477 529</b>
Dépenses courantes	854 318 513	898 743 076	973 788 122	1 022 477 529
Salaires et Traitements	0	0	0	0
Biens et Services	0	0	0	0
Transferts et Subventions	854 318 513	898 743 076	973 788 122	1 022 477 529
Dépenses d'Investissement	0	0	0	0
Dont Dépenses d'Investissement sur ressources nationales	0	0	0	0

<b>TOTAL ENVELOPPES : 9. Ministère de l'Intérieur</b>	<b>3 868 043 691</b>	<b>3 987 519 267</b>	<b>4 109 731 656</b>	<b>4 234 094 540</b>
Dépenses courantes	3 868 043 691	3 987 519 267	4 109 731 656	4 234 094 540
Coissance	35,01%	3,09%	3,06%	3,03%
Part relative	0,65%	0,62%	0,58%	0,56%
Dépens en capital	4 370 273 122	4 622 495 933	4 964 137 451	5 294 810 397
Coissance	-2,71%	5,77%	7,39%	6,66%
Part relative	0,87%	0,81%	0,74%	0,68%

**AXE 1: Renforcement de l'Etat de droit , consolidation de la bonne gouvernance et promotion de l'égalité du genre**  
**Objectif stratégique : 2. Amélioration de la bonne Gouvernance**

<b>9. 01- Ministère de l'Intérieur ( hors volet démographique)</b>	<b>7 656 643 728</b>	<b>8 008 222 795</b>	<b>8 452 224 364</b>	<b>8 888 351 966</b>
Dépenses courantes	3 825 686 769	3 941 222 509	4 060 247 429	4 182 866 902
Salaires et Traitements	1 505 483 032	1 550 948 620	1 597 787 268	1 646 040 443
Biens et Services	820 473 737	845 252 044	870 778 656	897 076 171
Transferts et Subventions	1 499 730 000	1 545 021 846	1 591 681 506	1 639 750 287
Dépenses d'Investissement	3 830 956 959	4 067 000 286	4 391 976 934	4 705 485 065
Dont Dépenses d'Investissement sur ressources nationales	70 000 000	74 039 000	79 510 482	84 805 880

**Objectif stratégique : 5. Politique démographique nationale**

<b>9. 02- Ministère de l'Intérieur (volet démographique)</b>	<b>581 673 084</b>	<b>601 792 405</b>	<b>621 644 744</b>	<b>640 552 971</b>
Dépenses courantes	42 356 922	46 296 757	49 484 227	51 227 639
Salaires et Traitements	41 666 232	45 541 823	48 677 316	50 392 299
Biens et Services	690 690	754 935	806 911	835 340
Transferts et Subventions	0	0	0	0
Dépenses d'Investissement	539 316 162	555 495 647	572 160 517	589 325 332
Dont Dépenses d'Investissement sur ressources nationales	0	0	0	0

<b>TOTAL ENVELOPPES : 11. Ministère de la Sécurité Publique</b>	<b>66 308 424 860</b>	<b>71 925 527 294</b>	<b>80 170 969 082</b>	<b>86 839 188 390</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>59 420 483 897</b>	<b>64 531 759 364</b>	<b>72 083 784 195</b>	<b>78 044 766 088</b>
<i>Coissance</i>	9,82%	8,60%	11,70%	8,27%
<i>Part relative</i>	9,92%	10,05%	10,17%	10,28%
<b>Dépens en capital</b>	<b>6 887 940 963</b>	<b>7 393 767 930</b>	<b>8 087 184 886</b>	<b>8 794 422 302</b>
<i>Coissance</i>	-0,40%	7,34%	9,38%	8,75%
<i>Part relative</i>	1,37%	1,29%	1,21%	1,12%

**AXE 1: Renforcement de l'Etat de droit , consolidation de la bonne gouvernance et promotion de l'égalité du genre**

**1. Justice et Etat de Droit**

<b>11. Ministère de la Sécurité Publique</b>	<b>66 308 424 860</b>	<b>71 925 527 294</b>	<b>80 170 969 082</b>	<b>86 839 188 390</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>59 420 483 897</b>	<b>64 531 759 364</b>	<b>72 083 784 195</b>	<b>78 044 766 088</b>
Salaires et Traitements	35 079 833 859	38 097 357 151	42 555 815 902	46 074 976 984
Biens et Services	23 558 525 742	25 585 000 566	28 579 162 844	30 942 522 011
Transferts et Subventions	782 124 296	849 401 647	948 805 450	1 027 267 093
<b>Dépenses d'Investissement</b>	<b>6 887 940 963</b>	<b>7 393 767 930</b>	<b>8 087 184 886</b>	<b>8 794 422 302</b>
Dont Dépenses d'Investissement sur ressources nationales	1 819 392 283	1 952 935 677	2 136 121 043	2 323 031 634

**TOTAL ENVELOPPES : 12. Ministère des Relations Extérieures et de la coopération internationale**

<b>Dépenses courantes</b>	<b>31 186 989 069</b>	<b>32 013 444 279</b>	<b>32 861 800 553</b>	<b>33 732 638 267</b>
<i>Coissance</i>	40,81%	2,65%	2,65%	2,65%
<i>Part relative</i>	5,21%	4,99%	4,63%	4,44%
<b>Dépens en capital</b>	<b>916 166 962</b>	<b>919 549 148</b>	<b>922 943 819</b>	<b>926 351 023</b>
<i>Coissance</i>	172,37%	0,37%	0,37%	0,37%
<i>Part relative</i>	0,18%	0,16%	0,14%	0,12%

**AXE 1: Renforcement de l'Etat de droit , consolidation de la bonne gouvernance et promotion de l'égalité du genre**

**Objectif stratégique : 2. Amélioration de la bonne Gouvernance**

<b>12. Ministère des Relations Extérieures et de la coopération internationale</b>	<b>32 103 156 031</b>	<b>32 932 993 427</b>	<b>33 784 744 372</b>	<b>34 658 989 290</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>31 186 989 069</b>	<b>32 013 444 279</b>	<b>32 861 800 553</b>	<b>33 732 638 267</b>
Salaires et Traitements	7 932 680 262	8 142 896 289	8 358 683 041	8 580 188 141
Biens et Services	7 647 034 690	7 849 681 109	8 057 697 659	8 271 226 647
Transferts et Subventions	15 607 274 117	16 020 866 881	16 445 419 853	16 881 223 480
<b>Dépenses d'Investissement</b>	<b>916 166 962</b>	<b>919 549 148</b>	<b>922 943 819</b>	<b>926 351 023</b>
Dont Dépenses d'Investissement sur ressources nationales	1 819 392 283	1 952 935 677	2 136 121 043	2 323 031 634

**TOTAL ENVELOPPES : 13. Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants**

<b>Dépenses courantes</b>	<b>90 861 614 093</b>	<b>95 102 147 722</b>	<b>101 526 086 690</b>	<b>105 103 019 507</b>
<i>Coissance</i>	4,60%	4,67%	6,75%	3,52%
<i>Part relative</i>	15,16%	14,81%	14,32%	13,85%
<b>Dépens en capital</b>	<b>9 496 694 862</b>	<b>9 814 721 704</b>	<b>10 262 374 985</b>	<b>10 570 246 234</b>
<i>Coissance</i>	-3,58%	3,35%	4,56%	3,00%
<i>Part relative</i>	1,89%	1,71%	1,53%	1,35%

**AXE 1: Renforcement de l'Etat de droit , consolidation de la bonne gouvernance et promotion de l'égalité du genre**

**Objectif stratégique : 1. Justice et Etat de Droit**

<b>13. Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants</b>	<b>100 358 308 955</b>	<b>104 916 869 426</b>	<b>111 788 461 674</b>	<b>115 673 265 741</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>90 861 614 093</b>	<b>95 102 147 722</b>	<b>101 526 086 690</b>	<b>105 103 019 507</b>
Salaires et Traitements	51 862 752 952	54 283 200 247	57 949 909 923	59 991 581 589
Biens et Services	34 306 087 154	35 907 160 586	38 332 609 575	39 683 131 137
Transferts et Subventions	4 692 773 987	4 911 786 890	5 243 567 191	5 428 306 781
<b>Dépenses d'Investissement</b>	<b>9 496 694 862</b>	<b>9 814 721 704</b>	<b>10 262 374 985</b>	<b>10 570 246 234</b>
Dont Dépenses d'Investissement sur ressources nationales	3 780 000 000	3 959 818 741	4 148 191 658	4 345 525 680

**TOTAL ENVELOPPES : 14. Ministère des Finances et de la Planification du Développement**

<b>Economique</b>	<b>60 534 719 940</b>	<b>64 324 331 235</b>	<b>68 691 572 927</b>	<b>71 695 912 933</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>38 646 921 728</b>	<b>40 366 536 940</b>	<b>42 386 758 880</b>	<b>43 295 005 141</b>
<i>Coissance</i>	100,01%	4,45%	5,00%	2,14%
<i>Part relative</i>	6,45%	6,29%	5,98%	5,70%
<b>Dépens en capital</b>	<b>21 887 798 212</b>	<b>23 957 794 295</b>	<b>26 304 814 047</b>	<b>28 400 907 792</b>
<i>Coissance</i>	-34,43%	9,46%	9,80%	7,97%
<i>Part relative</i>	4,36%	4,18%	3,92%	3,62%

**AXE 1: Renforcement de l'Etat de droit , consolidation de la bonne gouvernance et promotion de l'égalité du genre**

**Objectif stratégique : 3. Amélioration des performances des institutions publiques**

<b>14. 01- Ministère des Finances et de la Planification du Développement Economique (ISTEEBU)</b>	<b>2 749 911 310</b>	<b>2 951 599 324</b>	<b>3 409 404 324</b>	<b>3 871 258 188</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>1 435 361 642</b>	<b>1 471 730 825</b>	<b>1 705 025 469</b>	<b>1 910 639 411</b>
Salaires et Traitements	0	0	0	0
Biens et Services	0	0	0	0
Transferts et Subventions	1 435 361 642	1 471 730 825	1 705 025 469	1 910 639 411
<b>Dépenses d'Investissement</b>	<b>1 314 549 668</b>	<b>1 479 868 498</b>	<b>1 704 378 855</b>	<b>1 960 618 777</b>
Dont Dépenses d'Investissement sur ressources nationales	450 000 000	475 084 850	501 568 034	529 527 498

**Objectif stratégique : 5. Politique démographique nationale**

<b>14. 02- Ministère des Finances et de la Planification du Développement Economique (volet démographique)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Salaires et Traitements	0	0	0	0
Biens et Services	0	0	0	0
Transferts et Subventions	0	0	0	0
<b>Dépenses d'Investissement</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Dont Dépenses d'Investissement sur ressources nationales	0	0	0	0

**Axe 2: Transformation de l'economie burundaise pour une croissance soutenue et création d'emploi**

**Objectif stratégique : 1. Réformes de la gestion des finances publiques**

<b>14. 03- Ministère des Finances et de la Planification du Développement Economique (hors volet démographique, ISTEEBU et appui au secteur privé)</b>	<b>47 226 410 840</b>	<b>50 293 085 766</b>	<b>53 665 514 465</b>	<b>55 679 838 184</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>36 186 784 748</b>	<b>37 634 791 095</b>	<b>39 179 299 332</b>	<b>39 657 195 831</b>
Salaires et Traitements	2 244 568 948	2 666 889 919	3 154 717 790	3 335 955 769
Biens et Services	1 576 147 147	1 624 377 250	1 674 083 194	1 733 356 662
Transferts et Subventions	32 366 068 653	33 343 523 926	34 350 498 349	35 387 883 399
<b>Dépenses d'Investissement</b>	<b>11 039 626 092</b>	<b>12 658 294 670</b>	<b>14 486 215 132</b>	<b>16 022 642 354</b>
Dont Dépenses d'Investissement sur ressources nationales	7 196 025 712	7 597 161 775	8 020 658 812	8 467 763 316

**Objectif stratégique : 2.6. Promotion du secteur privé**

<b>14. 04- Ministère des Finances et de la Planification du Développement Economique (volet appui au secteur privé)</b>	<b>10 558 397 790</b>	<b>11 079 646 145</b>	<b>11 616 654 138</b>	<b>12 144 816 561</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>1 024 775 338</b>	<b>1 260 015 020</b>	<b>1 502 434 079</b>	<b>1 727 169 899</b>
Salaires et Traitements	0	0	0	0
Biens et Services	0	0	0	0
Transferts et Subventions	1 024 775 338	1 116 580 153	1 331 403 235	1 530 556 065
<b>Dépenses d'Investissement</b>	<b>9 533 622 452</b>	<b>9 819 631 126</b>	<b>10 114 220 060</b>	<b>10 417 646 661</b>
Dont Dépenses d'Investissement sur ressources nationales	0	0	0	0

<b>TOTAL ENVELOPPES : 10. Ministère du Développement Communal</b>	<b>17 275 296 353</b>	<b>18 642 687 842</b>	<b>20 485 573 808</b>	<b>22 500 479 365</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>1 851 601 802</b>	<b>1 907 520 176</b>	<b>1 958 069 461</b>	<b>2 074 062 940</b>
<i>Coissance</i>	14,77%	3,02%	2,65%	5,92%
<i>Part relative</i>	0,31%	0,30%	0,28%	0,27%
<b>Dépens en capital</b>	<b>15 423 694 551</b>	<b>16 735 167 665</b>	<b>18 527 504 347</b>	<b>20 426 416 425</b>
<i>Coissance</i>	0,56%	8,50%	10,71%	10,25%
<i>Part relative</i>	3,08%	2,92%	2,76%	2,60%

**AXE 1: Renforcement de l'Etat de droit , consolidation de la bonne gouvernance et promotion de l'égalité du genre**

**Objectif stratégique : 3. Amélioration des performances des institutions publiques**

<b>10. Ministère du Développement Communal</b>	<b>17 275 296 353</b>	<b>18 642 687 842</b>	<b>20 485 573 808</b>	<b>22 500 479 365</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>1 851 601 802</b>	<b>1 907 520 176</b>	<b>1 958 069 461</b>	<b>2 074 062 940</b>
Salaires et Traitements	313 981 794	323 464 044	332 035 841	349 377 027
Biens et Services	101 612 643	104 681 345	107 455 400	126 797 138
Transferts et Subventions	1 436 007 365	1 479 374 787	1 518 578 219	1 597 888 776
<b>Dépenses d'Investissement</b>	<b>15 423 694 551</b>	<b>16 735 167 665</b>	<b>18 527 504 347</b>	<b>20 426 416 425</b>
Dont Dépenses d'Investissement sur ressources nationales	6 789 620 680	7 266 519 195	7 776 914 750	8 323 160 155
<b>TOTAL ENVELOPPES : 16. Ministère de la Justice et Garde des Sceaux</b>	<b>29 254 974 939</b>	<b>31 037 398 058</b>	<b>33 158 619 982</b>	<b>35 457 705 212</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>20 366 119 880</b>	<b>21 203 604 699</b>	<b>22 038 448 304</b>	<b>22 909 745 039</b>
<i>Coissance</i>	29,94%	4,11%	3,94%	3,95%
<i>Part relative</i>	3,40%	3,30%	3,11%	3,02%
<b>Dépens en capital</b>	<b>8 888 855 059</b>	<b>9 833 793 359</b>	<b>11 120 171 678</b>	<b>12 547 960 173</b>
<i>Coissance</i>	2,37%	10,63%	13,08%	12,84%
<i>Part relative</i>	1,77%	1,71%	1,66%	1,60%

**AXE 1: Renforcement de l'Etat de droit , consolidation de la bonne gouvernance et promotion de l'égalité du genre**

**Objectif stratégique : 1. Justice et Etat de Droit**

<b>16. Ministère de la Justice et Garde des Sceaux</b>	<b>29 254 974 939</b>	<b>31 037 398 058</b>	<b>33 158 619 982</b>	<b>35 457 705 212</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>20 366 119 880</b>	<b>21 203 604 699</b>	<b>22 038 448 304</b>	<b>22 909 745 039</b>
Salaires et Traitements	9 974 349 726	10 498 003 087	11 049 148 249	11 629 228 532
Biens et Services	5 299 308 418	5 459 347 532	5 604 020 242	5 752 526 778
Transferts et Subventions	5 092 461 736	5 246 254 080	5 385 279 814	5 527 989 729
<b>Dépenses d'Investissement</b>	<b>8 888 855 059</b>	<b>9 833 793 359</b>	<b>11 120 171 678</b>	<b>12 547 960 173</b>
Dont Dépenses d'Investissement sur ressources nationales	1 118 455 240	1 635 468 317	1 678 015 442	1 721 669 442
<b>TOTAL ENVELOPPES : 17. Ministère à la Présidence Chargé de la Bonne Gouvernance et de la privatisation</b>	<b>9 262 563 091</b>	<b>9 492 586 076</b>	<b>9 915 975 938</b>	<b>10 254 377 986</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>2 948 967 621</b>	<b>2 989 582 742</b>	<b>3 217 882 505</b>	<b>3 355 341 750</b>
<i>Coissance</i>	-4,11%	1,38%	7,64%	4,27%
<i>Part relative</i>	0,49%	0,47%	0,45%	0,44%
<b>Dépens en capital</b>	<b>6 313 595 470</b>	<b>6 503 003 334</b>	<b>6 698 093 434</b>	<b>6 899 036 237</b>
<i>Coissance</i>	-4,27%	3,00%	3,00%	3,00%
<i>Part relative</i>	1,26%	1,13%	1,00%	0,88%

<b>17. Ministère à la Présidence Chargé de la Bonne Gouvernance et de la privatisation</b>	<b>9 262 563 091</b>	<b>9 492 586 076</b>	<b>9 915 975 938</b>	<b>10 254 377 986</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>2 948 967 621</b>	<b>2 989 582 742</b>	<b>3 217 882 505</b>	<b>3 355 341 750</b>
Salaires et Traitements	395 202 820	411 998 940	443 461 277	462 404 744
Biens et Services	271 546 042	283 086 749	304 704 695	317 720 856
Transferts et Subventions	2 282 218 759	2 294 497 054	2 469 716 533	2 575 216 150
<b>Dépenses d'Investissement</b>	<b>6 313 595 470</b>	<b>6 503 003 334</b>	<b>6 698 093 434</b>	<b>6 899 036 237</b>
Dont Dépenses d'Investissement sur ressources nationales				

**TOTAL ENVELOPPES : 18. Ministère de la Télécommunication, de l'Information, de la Communication et des Relations avec le Parlement**

<b>Dépenses courantes</b>	<b>5 370 959 666</b>	<b>5 533 162 648</b>	<b>5 679 791 458</b>	<b>5 830 305 932</b>
<i>Coissance</i>	24,62%	3,02%	2,65%	2,65%
<i>Part relative</i>	0,90%	0,86%	0,80%	0,77%
<b>Dépens en capital</b>	<b>975 643 117</b>	<b>1 044 008 151</b>	<b>1 137 828 009</b>	<b>1 232 216 960</b>
<i>Coissance</i>	-0,68%	7,01%	8,99%	8,30%
<i>Part relative</i>	0,19%	0,18%	0,17%	0,16%

**AXE 1: Renforcement de l'Etat de droit , consolidation de la bonne gouvernance et promotion de l'égalité du genre**

**Objectif stratégique : 2. Amélioration de la bonne Gouvernance**

<b>18. 01- Ministère de la Télécommunication, de l'Information, de la communication et des relations avec le parlement (hors volet infrastructures de télécom.)</b>	<b>6 346 602 783</b>	<b>6 577 170 799</b>	<b>6 817 619 467</b>	<b>7 062 522 892</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>5 370 959 666</b>	<b>5 533 162 648</b>	<b>5 679 791 458</b>	<b>5 830 305 932</b>
Salaires et Traitements	53 397 602	55 010 210	56 467 980	57 964 382
Biens et Services	172 600 742	177 813 284	182 525 336	187 362 258
Transferts et Subventions	5 144 961 322	5 300 339 154	5 440 798 142	5 584 979 292
<b>Dépenses d'Investissement</b>	<b>975 643 117</b>	<b>1 044 008 151</b>	<b>1 137 828 009</b>	<b>1 232 216 960</b>
Dont Dépenses d'Investissement sur ressources nationales	112 158 060	112 234 394	112 310 781	112 387 219

**Axe 2: Transformation de l'économie burundaise pour une croissance soutenue et création d'emploi**

**Objectif stratégique : 3. Amélioration du taux d'accès et de la qualité des infrastructures économiques**

<b>18. 02 Ministère de la Télécommunication, de l'Information, de la communication et des relations avec le parlement (volet infrastructures de télécom.)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Salaires et Traitements	0	0	0	0
Biens et Services	0	0	0	0
Transferts et Subventions	0	0	0	0
<b>Dépenses d'Investissement</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Dont Dépenses d'Investissement sur ressources nationales				

<b>TOTAL ENVELOPPES : 19. Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Sécurité Sociale</b>				
<b>Sociale</b>	<b>2 620 411 316</b>	<b>2 733 757 244</b>	<b>2 853 742 443</b>	<b>2 972 459 338</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>2 612 361 316</b>	<b>2 725 706 440</b>	<b>2 845 690 834</b>	<b>2 964 406 924</b>
<i>Coissance</i>	-58,92%	4,34%	4,40%	4,17%
<i>Part relative</i>	0,44%	0,42%	0,40%	0,39%
<b>Dépens en capital</b>	<b>8 050 000</b>	<b>8 050 804</b>	<b>8 051 609</b>	<b>8 052 413</b>
<i>Coissance</i>	-11,58%	0,01%	0,01%	0,01%
<i>Part relative</i>	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%

**AXE 1: Renforcement de l'Etat de droit , consolidation de la bonne gouvernance et promotion de l'égalité du genre**

**Objectif stratégique : 3. Amélioration des performances des institutions publiques**

<b>19.01- Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Sécurité Sociale (volet fonction publique)</b>	<b>2 401 419 991</b>	<b>2 473 700 569</b>	<b>2 539 041 092</b>	<b>2 606 113 118</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>2 393 369 991</b>	<b>2 465 649 765</b>	<b>2 530 989 483</b>	<b>2 598 060 705</b>
Salaires et Traitements	812 390 477	836 924 669	859 103 173	881 869 407
Biens et Services	228 667 608	235 573 370	241 816 064	248 224 190
Transferts et Subventions	1 352 311 906	1 393 151 726	1 430 070 246	1 467 967 108
<b>Dépenses d'Investissement</b>	<b>8 050 000</b>	<b>8 050 804</b>	<b>8 051 609</b>	<b>8 052 413</b>
Dont Dépenses d'Investissement sur ressources nationales	8 050 000	8 050 804	8 051 609	8 052 413

**AXE 2: Transformation de l'economie burundaise pour une croissance soutenue et créatrice d'emploi**

**Objectif stratégique : 2.7. Promotion de l'emploi des Jeunes**

<b>19.02- Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Sécurité Sociale (volet travail)</b>	<b>164 174 209</b>	<b>189 356 734</b>	<b>227 012 332</b>	<b>262 183 040</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>164 174 209</b>	<b>189 356 734</b>	<b>227 012 332</b>	<b>262 183 040</b>
Salaires et Traitements	155 772 567	179 666 372	215 394 939	248 765 780
Biens et Services	8 401 642	9 690 362	11 617 393	13 417 260
Transferts et Subventions	0	0	0	0
<b>Dépenses d'Investissement</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Dont Dépenses d'Investissement sur ressources nationales	0	0	0	0

**AXE 3: Amélioration du taux d'accessibilité et de la qualité des services de base et renforcement du socle de la protection sociale**

**Objectif stratégique : 5. Renforcement et extension de la couverture de la protection sociale**

<b>19.03- Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Sécurité Sociale (volet sécurité sociale)</b>	<b>54 817 116</b>	<b>70 699 941</b>	<b>87 689 019</b>	<b>104 163 180</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>54 817 116</b>	<b>70 699 941</b>	<b>87 689 019</b>	<b>104 163 180</b>
Salaires et Traitements	49 781 044	64 204 707	79 632 991	94 593 664
Biens et Services	5 036 072	6 495 234	8 056 028	9 569 516
Transferts et Subventions	0	0	0	0
<b>Dépenses d'Investissement</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Dont Dépenses d'Investissement sur ressources nationales	0	0	0	0

**TOTAL ENVELOPPES : 20. Ministère à la Présidence chargée des Affaires de la Communauté Est Africaine**

<b>Est Africaine</b>	<b>2 243 125 166</b>	<b>2 366 555 602</b>	<b>2 491 807 954</b>	<b>2 584 401 668</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>1 451 549 878</b>	<b>1 542 870 497</b>	<b>1 623 303 493</b>	<b>1 680 495 173</b>
<i>Coissance</i>	-17,85%	6,29%	5,21%	3,52%
<i>Part relative</i>	0,24%	0,24%	0,23%	0,22%
<b>Dépens en capital</b>	<b>791 575 288</b>	<b>823 685 105</b>	<b>868 504 462</b>	<b>903 906 495</b>
<i>Coissance</i>	-3,03%	4,06%	5,44%	4,08%
<i>Part relative</i>	0,16%	0,14%	0,13%	0,12%

**AXE 2: Transformation de l'economie burundaise pour une croissance soutenue et créatrice d'emploi**

**Objectif stratégique : 4. Intégration régionale**

<b>20. Ministère à la Présidence chargée des Affaires de la Communauté Est Africaine</b>	<b>2 243 125 166</b>	<b>2 366 555 602</b>	<b>2 491 807 954</b>	<b>2 584 401 668</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>1 451 549 878</b>	<b>1 542 870 497</b>	<b>1 623 303 493</b>	<b>1 680 495 173</b>
Salaires et Traitements	117 593 471	124 943 063	131 456 600	136 088 035
Biens et Services	1 330 716 407	1 413 886 182	1 487 594 961	1 540 005 405
Transferts et Subventions	3 240 000	4 041 252	4 251 931	4 401 733
<b>Dépenses d'Investissement</b>	<b>791 575 288</b>	<b>823 685 105</b>	<b>868 504 462</b>	<b>903 906 495</b>
Dont Dépenses d'Investissement sur ressources nationales	10 000 000	10 000 977	10 001 955	10 002 932

**TOTAL ENVELOPPES : 31. Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique**

<b>Scientifique</b>	<b>48 591 693 378</b>	<b>50 013 296 245</b>	<b>50 426 129 179</b>	<b>53 713 421 862</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>46 717 493 378</b>	<b>48 128 361 678</b>	<b>48 530 398 563</b>	<b>51 806 833 361</b>
<i>Coissance</i>	16,88%	3,02%	0,84%	6,75%
<i>Part relative</i>	7,80%	7,49%	6,84%	6,82%
<b>Dépens en capital</b>	<b>1 874 200 000</b>	<b>1 884 934 567</b>	<b>1 895 730 616</b>	<b>1 906 588 500</b>
<i>Coissance</i>	259,13%	0,57%	0,57%	0,57%
<i>Part relative</i>	0,37%	0,33%	0,28%	0,24%

**AXE 3: Amélioration du taux d'accessibilité et de la qualité des services de base et renforcement du socle de la protection sociale**

**Objectif stratégique : 1. Accroissement des capacités et de la qualité du système éducatif**

<b>31. Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique</b>	<b>48 591 693 378</b>	<b>50 013 296 245</b>	<b>50 426 129 179</b>	<b>53 713 421 862</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>46 717 493 378</b>	<b>48 128 361 678</b>	<b>48 530 398 563</b>	<b>51 806 833 361</b>
Salaires et Traitements	367 829 118	378 937 557	382 102 986	407 899 920
Biens et Services	100 352 934	103 383 593	104 247 200	111 285 246
Transferts et Subventions	46 249 311 326	47 646 040 528	48 044 048 377	51 287 648 195
<b>Dépenses d'Investissement</b>	<b>1 874 200 000</b>	<b>1 884 934 567</b>	<b>1 895 730 616</b>	<b>1 906 588 500</b>
Dont Dépenses d'Investissement sur ressources nationales	1 874 200 000	1 884 934 567	1 895 730 616	1 906 588 500

**TOTAL ENVELOPPES : 32. Ministère de l'Enseignement de Base et Secondaire , de l'enseignement des métiers , de la formation professionnelle et de l'alphabétisation**

	<b>215 876 237 897</b>	<b>238 453 634 847</b>	<b>266 495 878 633</b>	<b>290 646 052 621</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>171 945 489 897</b>	<b>189 427 631 483</b>	<b>210 542 566 811</b>	<b>226 886 729 992</b>
<i>Coissance</i>	7,33%	10,17%	11,15%	7,76%
<i>Part relative</i>	28,70%	29,50%	29,69%	29,89%
<b>Dépens en capital</b>	<b>43 930 748 000</b>	<b>49 026 003 364</b>	<b>55 953 311 822</b>	<b>63 759 322 629</b>
<i>Coissance</i>	3,22%	11,60%	14,13%	13,95%
<i>Part relative</i>	8,76%	8,55%	8,34%	8,13%

**AXE 3: Amélioration du taux d'accessibilité et de la qualité des services de base et renforcement du socle de la protection sociale**

**Objectif stratégique : 1. Accroissement des capacités et de la qualité du système éducatif**

<b>32. Ministère de l'Enseignement de Base et Secondaire , de l'enseignement des métiers , de la formation professionnelle et de l'alphabétisation</b>	<b>215 876 237 897</b>	<b>238 453 634 847</b>	<b>266 495 878 633</b>	<b>290 646 052 621</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>171 945 489 897</b>	<b>189 427 631 483</b>	<b>210 542 566 811</b>	<b>226 886 729 992</b>
Salaires et Traitements	143 205 137 355	157 818 431 679	175 487 424 940	189 152 606 699
Biens et Services	6 003 928 439	7 731 407 211	10 217 462 016	11 897 968 708
Transferts et Subventions	22 736 424 103	23 877 792 593	24 837 679 855	25 836 154 585
<b>Dépenses d'Investissement</b>	<b>43 930 748 000</b>	<b>49 026 003 364</b>	<b>55 953 311 822</b>	<b>63 759 322 629</b>
Dont Dépenses d'Investissement sur ressources nationales	1 700 057 708	1 739 113 637	1 779 066 809	1 819 937 838



<b>TOTAL ENVELOPPES : 33. Ministère de la Santé Publique et de la Lutte Contre le SIDA (hors volet SIDA et santé reproductive)</b>	<b>126 016 961 001</b>	<b>134 086 204 909</b>	<b>143 836 382 686</b>	<b>154 956 969 701</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>61 007 389 090</b>	<b>63 297 472 393</b>	<b>65 647 847 423</b>	<b>68 077 862 051</b>
<i>Coissance</i>	1,10%	3,75%	3,71%	3,70%
<i>Part relative</i>	10,18%	9,86%	9,26%	8,97%
<b>Dépens en capital</b>	<b>65 009 571 911</b>	<b>70 788 732 516</b>	<b>78 188 535 263</b>	<b>86 879 107 650</b>
<i>Coissance</i>	-4,47%	8,89%	10,45%	11,11%
<i>Part relative</i>	12,96%	12,35%	11,65%	11,08%

**AXE 3: Amélioration du taux d'accessibilité et de la qualité des services de base et renforcement du socle de la protection sociale**

**Objectif stratégique : 2. Renforcement des capacités et des performances du système sanitaire**

<b>33. 01 - Ministère de la Santé Publique et de la Lutte Contre le SIDA (hors volet SIDA et santé reproductive)</b>	<b>99 211 933 564</b>	<b>102 568 848 462</b>	<b>106 042 602 629</b>	<b>109 637 386 205</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>58 386 935 968</b>	<b>60 519 100 938</b>	<b>62 731 362 680</b>	<b>65 026 809 058</b>
Salaires et Traitements	29 409 247 600	30 663 552 010	31 971 352 503	33 334 930 688
Biens et Services	1 112 437 567	1 148 767 553	1 186 284 004	1 225 025 667
Transferts et Subventions	27 865 250 801	28 706 781 375	29 573 726 173	30 466 852 703
<b>Dépenses d'Investissement</b>	<b>40 824 997 596</b>	<b>42 049 747 524</b>	<b>43 311 239 949</b>	<b>44 610 577 148</b>
Dont Dépenses d'Investissement sur ressources nationales	13 218 704 369	14 049 558 987	14 932 636 529	15 871 219 439

**Objectif stratégique : 3. Réduction de la fécondité**

<b>33. 02 - Ministère de la Santé Publique et de la Lutte Contre le SIDA (volet santé reproductive)</b>	<b>1 990 262 904</b>	<b>2 128 810 926</b>	<b>2 256 799 764</b>	<b>2 381 173 368</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>297 432 780</b>	<b>385 195 898</b>	<b>460 876 286</b>	<b>531 372 185</b>
Salaires et Traitements	0	0	0	0
Biens et Services	0	0	0	0
Transferts et Subventions	297 432 780	385 195 898	460 876 286	531 372 185
<b>Dépenses d'Investissement</b>	<b>1 692 830 124</b>	<b>1 743 615 028</b>	<b>1 795 923 478</b>	<b>1 849 801 183</b>
Dont Dépenses d'Investissement sur ressources nationales				

**Objectif stratégique : 4. Intensification de la lutte contre le VIH et des grandes pandémies**

<b>33. 03 - Ministère de la Santé Publique et de la Lutte Contre le SIDA (volet SIDA)</b>	<b>24 814 764 534</b>	<b>29 388 545 521</b>	<b>35 536 980 293</b>	<b>42 938 410 128</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>2 323 020 342</b>	<b>2 393 175 556</b>	<b>2 455 608 458</b>	<b>2 519 680 808</b>
Salaires et Traitements	173 028 351	178 253 807	183 637 072	189 182 912
Biens et Services	1 837 021 969	1 892 500 032	1 939 812 533	1 988 307 847
Transferts et Subventions	312 970 022	322 421 717	332 158 853	342 190 050
<b>Dépenses d'Investissement</b>	<b>22 491 744 192</b>	<b>26 995 369 964</b>	<b>33 081 371 835</b>	<b>40 418 729 320</b>
Dont Dépenses d'Investissement sur ressources nationales	126 000 000	133 919 663	142 337 112	151 283 635

**TOTAL ENVELOPPES : 35. Ministère de la Solidarité Nationale, des Droits de la Personne**

<b>Humaine et du Genre</b>	<b>15 292 800 944</b>	<b>16 240 614 975</b>	<b>17 387 686 136</b>	<b>18 211 835 368</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>7 722 222 708</b>	<b>8 345 418 288</b>	<b>9 040 359 138</b>	<b>9 489 842 066</b>
<i>Coissance</i>	11,97%	8,07%	8,33%	4,97%
<i>Part relative</i>	1,29%	1,30%	1,27%	1,25%
<b>Dépens en capital</b>	<b>7 570 578 236</b>	<b>7 895 196 687</b>	<b>8 347 326 998</b>	<b>8 721 993 302</b>
<i>Coissance</i>	-2,85%	4,29%	5,73%	4,49%
<i>Part relative</i>	1,51%	1,38%	1,24%	1,11%

**AXE 1: Renforcement de l'Etat de droit , consolidation de la bonne gouvernance et promotion de l'égalité du genre**

**Objectif stratégique : 1. Justice et Etat de Droit**

<b>35. 01- Ministère de la Solidarité Nationale, des Droits de la Personne Humaine et du Genre (hors volet genre)</b>	<b>14 153 481 587</b>	<b>14 928 716 230</b>	<b>15 912 093 146</b>	<b>16 579 705 603</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>7 506 175 157</b>	<b>7 984 736 331</b>	<b>8 555 519 004</b>	<b>8 878 187 742</b>
Salaires et Traitements	577 262 113	614 065 842	657 961 861	682 776 688
Biens et Services	675 815 075	718 902 113	770 292 272	799 343 606
Transferts et Subventions	6 253 097 969	6 651 768 376	7 127 264 870	7 396 067 448
<b>Dépenses d'Investissement</b>	<b>6 647 306 430</b>	<b>6 943 979 900</b>	<b>7 356 574 142</b>	<b>7 701 517 861</b>
Dont Dépenses d'Investissement sur ressources nationales	1 972 210 652	2 005 890 678	2 040 145 868	2 074 986 045

**Objectif stratégique : 4. Promotion de l'égalité du Genre**

<b>35. 02- Ministère de la Solidarité Nationale, des Droits de la Personne Humaine et du Genre (volet genre)</b>	<b>1 139 319 357</b>	<b>1 311 898 745</b>	<b>1 475 592 990</b>	<b>1 632 129 765</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>216 047 551</b>	<b>360 681 958</b>	<b>484 840 134</b>	<b>611 654 323</b>
Salaires et Traitements	46 986 701	78 442 247	105 444 557	133 024 506
Biens et Services	6 054 750	10 108 141	13 587 684	17 141 662
Transferts et Subventions	163 006 100	272 131 570	365 807 893	461 488 155
<b>Dépenses d'Investissement</b>	<b>923 271 806</b>	<b>951 216 787</b>	<b>990 752 856</b>	<b>1 020 475 442</b>
Dont Dépenses d'Investissement sur ressources nationales				

**TOTAL ENVELOPPES : 37. Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Culture**

<b>Dépenses courantes</b>	<b>2 341 912 746</b>	<b>2 492 469 438</b>	<b>2 677 664 187</b>	<b>2 867 546 172</b>
<i>Coissance</i>	7,63%	6,43%	7,43%	7,09%
<i>Part relative</i>	0,39%	0,39%	0,38%	0,38%
<b>Dépens en capital</b>	<b>441 686 536</b>	<b>502 223 781</b>	<b>584 346 319</b>	<b>679 240 645</b>
<i>Coissance</i>	5,11%	13,71%	16,35%	16,24%
<i>Part relative</i>	0,09%	0,09%	0,09%	0,09%

**Axe 2: Transformation de l'economie burundaise pour une croissance soutenue et créatrice d'emploi**

**Objectif stratégique : 2.7. Promotion de l'emploi des Jeunes**

<b>37. Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Culture</b>	<b>2 783 599 282</b>	<b>2 994 693 219</b>	<b>3 262 010 506</b>	<b>3 546 786 817</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>2 341 912 746</b>	<b>2 492 469 438</b>	<b>2 677 664 187</b>	<b>2 867 546 172</b>
Salaires et Traitements	418 714 583	449 071 390	486 119 780	520 592 134
Biens et Services	263 849 975	280 340 598	300 665 292	321 986 458
Transferts et Subventions	1 659 348 188	1 763 057 450	1 890 879 115	2 024 967 580
<b>Dépenses d'Investissement</b>	<b>441 686 536</b>	<b>502 223 781</b>	<b>584 346 319</b>	<b>679 240 645</b>
Dont Dépenses d'Investissement sur ressources nationales	58 387 185	58 425 767	58 464 375	58 503 009

<b>TOTAL ENVELOPPES : 40. Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage</b>	<b>127 504 606 162</b>	<b>147 543 915 154</b>	<b>175 111 127 216</b>	<b>207 207 298 538</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>7 542 945 262</b>	<b>8 317 941 580</b>	<b>9 798 488 456</b>	<b>11 145 420 835</b>
<i>Coissance</i>	15,94%	10,27%	17,80%	13,75%
<i>Part relative</i>	1,26%	1,30%	1,38%	1,47%
<b>Dépens en capital</b>	<b>119 961 660 900</b>	<b>139 225 973 574</b>	<b>165 312 638 760</b>	<b>196 061 877 703</b>
<i>Coissance</i>	7,31%	16,06%	18,74%	18,60%
<i>Part relative</i>	23,92%	24,28%	24,64%	25,00%

**Axe 2: Transformation de l'économie burundaise pour une croissance soutenue et créatrice d'emploi**

**Objectif stratégique : 2.1. Amélioration des productions agricoles, animales et halieutiques**

<b>40. Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage</b>	<b>127 504 606 162</b>	<b>147 543 915 154</b>	<b>175 111 127 216</b>	<b>207 207 298 538</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>7 542 945 262</b>	<b>8 317 941 580</b>	<b>9 798 488 456</b>	<b>11 145 420 835</b>
Salaires et Traitements	4 167 246 070	4 595 407 783	5 413 364 554	6 157 503 410
Biens et Services	445 087 542	490 817 850	578 180 670	657 659 282
Transferts et Subventions	2 930 611 650	3 231 715 948	3 806 943 233	4 330 258 143
<b>Dépenses d'Investissement</b>	<b>119 961 660 900</b>	<b>139 225 973 574</b>	<b>165 312 638 760</b>	<b>196 061 877 703</b>
Dont Dépenses d'Investissement sur ressources nationales	25 703 043 461	33 881 307 950	44 661 754 946	58 872 353 978

<b>TOTAL ENVELOPPES : 41. Ministère du Commerce, de l'Industrie, Poste et du Tourisme</b>	<b>2 532 728 103</b>	<b>2 774 757 605</b>	<b>2 912 499 176</b>	<b>3 037 964 201</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>1 937 578 199</b>	<b>2 176 002 066</b>	<b>2 309 544 814</b>	<b>2 431 273 379</b>
<i>Coissance</i>	4,69%	12,31%	6,14%	5,27%
<i>Part relative</i>	0,32%	0,34%	0,33%	0,32%
<b>Dépens en capital</b>	<b>595 149 904</b>	<b>598 755 538</b>	<b>602 954 362</b>	<b>606 690 822</b>
<i>Coissance</i>	70,54%	0,61%	0,70%	0,62%
<i>Part relative</i>	0,12%	0,10%	0,09%	0,08%

**Axe 2: Transformation de l'économie burundaise pour une croissance soutenue et créatrice d'emploi**

**Objectif stratégique : 2.3. Promotion de l'industrie et de l'artisanat**

<b>41.01- Ministère du Commerce, de l'Industrie, Poste et du Tourisme (volet industrie et artisanat)</b>	<b>220 885 482</b>	<b>240 993 003</b>	<b>265 282 382</b>	<b>283 925 934</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>183 285 578</b>	<b>201 922 848</b>	<b>224 156 964</b>	<b>241 215 827</b>
Salaires et Traitements	121 507 209	131 531 554	146 014 748	157 126 807
Biens et Services	23 954 769	27 294 460	30 299 905	32 605 798
Transferts et Subventions	37 823 600	43 096 835	47 842 311	51 483 221
<b>Dépenses d'Investissement</b>	<b>37 599 904</b>	<b>39 070 155</b>	<b>41 125 418</b>	<b>42 710 107</b>
Dont Dépenses d'Investissement sur ressources nationales	17 510 279	17 577 342	17 644 662	17 712 240

**Objectif stratégique : 2.4. Promotion de la culture et du tourisme**

<b>41.02- Ministère du Commerce, de l'Industrie, Poste et du Tourisme (volet Tourisme)</b>	<b>721 901 625</b>	<b>738 202 260</b>	<b>754 974 106</b>	<b>772 231 313</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>513 301 625</b>	<b>528 803 334</b>	<b>544 773 195</b>	<b>561 225 345</b>
Salaires et Traitements	0	0	0	0
Biens et Services	0	0	0	0
Transferts et Subventions	513 301 625	528 803 334	544 773 195	561 225 345
<b>Dépenses d'Investissement</b>	<b>208 600 000</b>	<b>209 398 925</b>	<b>210 200 911</b>	<b>211 005 968</b>
Dont Dépenses d'Investissement sur ressources nationales	208 600 000	209 398 925	210 200 911	211 005 968

**Objectif stratégique : 2.5. Promotion du Commerce**

<b>41.03- Ministère du Commerce, de l'Industrie, Poste et du Tourisme (volet Commerce)</b>	<b>1 269 940 996</b>	<b>1 300 937 286</b>	<b>1 329 064 091</b>	<b>1 357 911 944</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>990 990 996</b>	<b>1 020 918 924</b>	<b>1 047 973 276</b>	<b>1 075 744 567</b>
Salaires et Traitements	207 960 515	214 240 923	219 918 307	225 746 142
Biens et Services	138 622 843	142 809 253	146 593 698	150 478 431
Transferts et Subventions	644 407 638	663 868 749	681 461 271	699 519 994
<b>Dépenses d'Investissement</b>	<b>278 950 000</b>	<b>280 018 362</b>	<b>281 090 815</b>	<b>282 167 376</b>
Dont Dépenses d'Investissement sur ressources nationales	278 950 000	280 018 362	281 090 815	282 167 376

**Objectif stratégique : 2.6. Promotion du secteur privé**

<b>41.04- Ministère du Commerce, de l'Industrie, Poste et du Tourisme (volet secteur privé)</b>	<b>320 000 000</b>	<b>494 625 056</b>	<b>563 178 598</b>	<b>623 895 011</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>250 000 000</b>	<b>424 356 960</b>	<b>492 641 379</b>	<b>553 087 639</b>
Salaires et Traitements	0	0	0	0
Biens et Services	0	0	0	0
Transferts et Subventions	250 000 000	424 356 960	492 641 379	553 087 639
<b>Dépenses d'Investissement</b>	<b>70 000 000</b>	<b>70 268 096</b>	<b>70 537 218</b>	<b>70 807 372</b>
Dont Dépenses d'Investissement sur ressources nationales	70 000 000	70 268 096	70 537 218	70 807 372

<b>TOTAL ENVELOPPES : 44. Ministère de l'Eau, de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme</b>	<b>22 033 330 711</b>	<b>25 162 616 666</b>	<b>29 429 366 481</b>	<b>34 371 118 612</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>2 741 311 230</b>	<b>2 955 761 298</b>	<b>3 310 738 156</b>	<b>3 611 681 352</b>
<i>Coissance</i>	7,73%	7,82%	12,01%	9,09%
<i>Part relative</i>	0,46%	0,46%	0,47%	0,48%
<b>Dépens en capital</b>	<b>19 292 019 481</b>	<b>22 206 855 367</b>	<b>26 118 628 325</b>	<b>30 759 437 260</b>
<i>Coissance</i>	4,75%	15,11%	17,62%	17,77%
<i>Part relative</i>	3,85%	3,87%	3,89%	3,92%

**AXE 4 : Gestion de l'espace et de l'environnement pour un développement durable**

**Objectif stratégique : 1. Aménagement rationnel et équilibré du territoire**

<b>44. 01- Ministère de l'Eau, de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme (volet Urbanisme et Aménagement du Territoire)</b>	<b>4 127 595 992</b>	<b>4 314 719 007</b>	<b>4 464 905 819</b>	<b>4 604 012 485</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>848 586 794</b>	<b>937 339 533</b>	<b>986 204 960</b>	<b>1 020 950 601</b>
Salaires et Traitements	259 236 530	286 349 787	301 277 788	311 892 305
Biens et Services	111 535 106	123 200 437	129 623 128	134 189 967
Transferts et Subventions	477 815 158	527 789 308	555 304 045	574 868 329
<b>Dépenses d'Investissement</b>	<b>3 279 009 198</b>	<b>3 377 379 474</b>	<b>3 478 700 859</b>	<b>3 583 061 884</b>
Dont Dépenses d'Investissement sur ressources nationales	1 133 731 964	1 183 597 694	1 235 656 704	1 290 005 461

**Objectif stratégique : 2. Protection de l'environnement et gestion durable des ressources naturelles**

<b>44. 02- Ministère de l'Eau, de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme (volet Eau et environnement)</b>	<b>17 905 734 719</b>	<b>20 847 897 658</b>	<b>24 964 460 662</b>	<b>29 767 106 127</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>1 892 724 436</b>	<b>2 018 421 765</b>	<b>2 324 533 195</b>	<b>2 590 730 751</b>
Salaires et Traitements	508 633 036	542 411 759	624 673 277	696 208 715
Biens et Services	121 540 750	129 612 367	149 269 224	166 363 023
Transferts et Subventions	1 262 550 650	1 346 397 639	1 550 590 694	1 728 159 013
<b>Dépenses d'Investissement</b>	<b>16 013 010 283</b>	<b>18 829 475 893</b>	<b>22 639 927 467</b>	<b>27 176 375 376</b>
Dont Dépenses d'Investissement sur ressources nationales	2 382 796 708	2 487 600 931	2 597 014 831	2 711 241 161

<b>TOTAL ENVELOPPES : 45. Ministère des Transports, des Travaux Publics et de l'Équipement</b>	<b>81 074 630 644</b>	<b>94 675 464 469</b>	<b>113 001 559 573</b>	<b>134 794 082 181</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>8 403 907 234</b>	<b>8 699 716 212</b>	<b>9 031 910 434</b>	<b>9 314 480 451</b>
<i>Coissance</i>	-4,45%	3,52%	3,82%	3,13%
<i>Part relative</i>	1,40%	1,35%	1,27%	1,23%
<b>Dépens en capital</b>	<b>72 670 723 410</b>	<b>85 975 748 257</b>	<b>103 969 649 139</b>	<b>125 479 601 730</b>
<i>Coissance</i>	9,49%	18,31%	20,93%	20,69%
<i>Part relative</i>	14,49%	14,99%	15,50%	16,00%

**Axe 2: Transformation de l'économie burundaise pour une croissance soutenue et créatrice d'emploi**

**Objectif stratégique : 3. Amélioration du taux d'accès et de la qualité des infrastructures économiques**

<b>45. Ministère des Transports, des Travaux Publics et de l'Équipement</b>	<b>81 074 630 644</b>	<b>94 675 464 469</b>	<b>113 001 559 573</b>	<b>134 794 082 181</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>8 403 907 234</b>	<b>8 699 716 212</b>	<b>9 031 910 434</b>	<b>9 314 480 451</b>
Salaires et Traitements	291 875 108	342 700 716	422 513 069	445 079 286
Biens et Services	7 443 154 156	7 667 937 412	7 899 509 121	8 138 074 297
Transferts et Subventions	668 877 970	689 078 085	709 888 243	731 326 868
<b>Dépenses d'Investissement</b>	<b>72 670 723 410</b>	<b>85 975 748 257</b>	<b>103 969 649 139</b>	<b>125 479 601 730</b>
Dont Dépenses d'Investissement sur ressources nationales	3 837 070 530	4 122 760 930	4 429 722 506	4 759 539 011

<b>TOTAL ENVELOPPES : 42. Ministère de l'Énergie et des Mines</b>	<b>84 035 448 632</b>	<b>110 227 626 805</b>	<b>145 290 377 826</b>	<b>189 316 976 218</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>1 859 998 787</b>	<b>1 916 170 750</b>	<b>1 966 949 275</b>	<b>2 019 073 431</b>
<i>Coissance</i>	16,59%	3,02%	2,65%	2,65%
<i>Part relative</i>	0,31%	0,30%	0,28%	0,27%
<b>Dépens en capital</b>	<b>82 175 449 845</b>	<b>108 311 456 055</b>	<b>143 323 428 551</b>	<b>187 297 902 787</b>
<i>Coissance</i>	21,98%	31,81%	32,33%	30,68%
<i>Part relative</i>	16,39%	18,89%	21,36%	23,88%

**Axe 2: Transformation de l'économie burundaise pour une croissance soutenue et créatrice d'emploi**

**Objectif stratégique : 2.2. Exploitation rationnelle des mines et des carrières**

<b>42. 01 - Ministère de l'Énergie et des Mines (volet mines)</b>	<b>310 047 833</b>	<b>319 403 497</b>	<b>328 007 933</b>	<b>336 844 594</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>271 145 447</b>	<b>279 334 039</b>	<b>286 736 392</b>	<b>294 334 906</b>
Salaires et Traitements	216 930 106	223 481 395	229 403 652	235 482 849
Biens et Services	2 748 781	2 831 794	2 906 837	2 983 868
Transferts et Subventions	51 466 560	53 020 850	54 425 903	55 868 189
<b>Dépenses d'Investissement</b>	<b>38 902 386</b>	<b>40 069 458</b>	<b>41 271 542</b>	<b>42 509 688</b>
Dont Dépenses d'Investissement sur ressources nationales				

**AXE 3: Amélioration du taux d'accessibilité et de la qualité des services de base et renforcement du socle de la protection sociale**

**Objectif stratégique : 6. Promotion de l'accès à l'eau potable**

<b>42.02 - Ministère de l'Énergie et des Mines (volet hydraulique)</b>	<b>18 031 953 096</b>	<b>18 573 106 033</b>	<b>19 126 795 486</b>	<b>19 697 002 774</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>971 719 136</b>	<b>1 001 065 054</b>	<b>1 027 593 278</b>	<b>1 054 824 500</b>
Salaires et Traitements	24 687 234	25 432 788	26 106 757	26 798 586
Biens et Services	664 800	684 877	703 026	721 656
Transferts et Subventions	946 367 102	974 947 388	1 000 783 494	1 027 304 257
<b>Dépenses d'Investissement</b>	<b>17 060 233 960</b>	<b>17 572 040 979</b>	<b>18 099 202 208</b>	<b>18 642 178 275</b>
Dont Dépenses d'Investissement sur ressources nationales				

**Axe 2: Transformation de l'économie burundaise pour une croissance soutenue et créatrice d'emploi**

**Objectif stratégique : 3. Amélioration du taux d'accès et de la qualité des infrastructures économiques**

<b>42. 03 - Ministère de l'Énergie et des Mines (hors volet mines et volet hydraulique)</b>	<b>65 693 447 703</b>	<b>91 335 117 275</b>	<b>125 835 574 407</b>	<b>169 283 128 850</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>617 134 204</b>	<b>635 771 657</b>	<b>652 619 606</b>	<b>669 914 025</b>
Salaires et Traitements	119 921 318	123 542 942	126 816 830	130 177 476
Biens et Services	311 032 121	320 425 291	328 916 561	337 632 850
Transferts et Subventions	186 180 765	191 803 424	196 886 215	202 103 700
<b>Dépenses d'Investissement</b>	<b>65 076 313 499</b>	<b>90 699 345 618</b>	<b>125 182 954 801</b>	<b>168 613 214 825</b>
Dont Dépenses d'Investissement sur ressources nationales	24 538 768 178	29 318 579 628	35 029 432 006	41 852 679 162